

# RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE

du lundi 15 décembre 2025

au samedi 17 janvier 2026

---

## Projet d'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Les Septvallons (02-Aisne)



*Commune de Longueval – Les Septvallons*

---

Olivier COZERET  
Commissaire enquêteur

---

# SOMMAIRE

<b>1. GÉNÉRALITÉS</b>	<b>5</b>
1.1 PRÉSENTATION DE LA COMMUNE	5
1.2 OBJET DE L'ENQUÊTE	6
1.3 RAPPEL DES PROCÉDURES ANTÉRIEURES	6
1.4 CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE EN COURS	7
1.5 MAÎTRE D'OUVRAGE	7
1.6 CARACTÉRISTIQUES DU PROJET	8
1.7 NATURE ET COMPOSITION DU DOSSIER	21
1.8 OBSERVATIONS SUR LE DOSSIER	23
<b>2. ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE</b>	<b>33</b>
2.1 DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR	33
2.2 MODALITÉS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE	33
2.3 VISITE DES LIEUX	34
2.4 CONCERTATION PRÉALABLE	34
2.5 INFORMATION DU PUBLIC	35
2.6 DÉROULEMENT DES PERMANENCES	36
2.7 INCIDENTS RELEVÉS EN COURS D'ENQUÊTE	37
2.8 CLIMAT DE L'ENQUÊTE	37
2.9 CLÔTURE DE L'ENQUÊTE	37
<b>3. ANALYSE DES OBSERVATIONS</b>	<b>38</b>
3.1 BILAN COMPTABLE DES OBSERVATIONS	38
3.2 DÉPOUILLEMENT ET SYNTHÈSE DE TOUTES LES OBSERVATIONS	39
3.3 PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE	40
3.4 MÉMOIRE EN RÉPONSE	40
3.5 ANALYSE DES THÈMES	40
3.5.1. DEMANDES DE MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT	40
3.5.2. DEMANDES DE MODIFICATIONS DE ZONAGE	42
3.5.3. DEMANDES DE MODIFICATIONS DE PRESCRIPTION	43
3.5.4. DOCUMENTS GRAPHIQUES	44
3.5.5. PARC ÉOLIENS DE PERLES	45
3.5.6. ÉNERGIES RENOUVELABLES	46
3.5.7. CLASSEMENT EN AOC « CHAMPAGNE »	46
<b>4. ANNEXES</b>	<b>50</b>
<b>5. PIÈCES JOINTES</b>	<b>82</b>

## LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS

<b>AEP</b>	Alimentation en Eau Potable
<b>AOC</b>	Appellation d'Origine Contrôlée
<b>BRGM</b>	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
<b>CAUE</b>	Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement
<b>CCVA</b>	Communauté de Communes du Val de l'Aisne
<b>CDPENAF</b>	Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
<b>CE</b>	Code de l'Environnement
<b>CIVC</b>	Comité Interprofessionnel des Vins de Champagne
<b>CU</b>	Code de l'Urbanisme
<b>DDT</b>	Direction Départementale des Territoires
<b>EBC</b>	Espace Boisé Classé
<b>ENAF</b>	Espaces Naturels Agricoles et Forestiers
<b>ENS</b>	Espace Natuel Sensible
<b>EPCI</b>	Établissement Public de Coopération Intercommunale
<b>ER</b>	Emplacement Réservé
<b>GES</b>	Gaz à Effet de Serre
<b>GR</b>	Itinéraire de Grandes Randonnées
<b>ICPE</b>	Installation Classée Pour l'Environnement
<b>IGP</b>	Indication Géographique Protégée
<b>INAO</b>	Institut National de l'Origine et de la Qualité
<b>INSEE</b>	Institut national de la statistique et des études économiques
<b>MRAe</b>	Mission Régionale d'Autorité environnementale
<b>OAP</b>	Orientation d'Aménagement et de Programmation
<b>PADD</b>	Projet d'Aménagement et de Développement Durable

<b>PDIPR</b>	Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée
<b>PETR</b>	Pôle d'Équilibre Territorial et Rural
<b>PLH</b>	Programme Local de l'Habitat
<b>PLU</b>	Plan Local d'Urbanisme
<b>PLUi</b>	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
<b>PNR</b>	Parc Naturel Régional
<b>PPA</b>	Personne Publique Associée
<b>PPRI</b>	Plan de Prévention des Risques d'Inondation
<b>RD</b>	Route Départementale
<b>RTE</b>	Réseau de Transport d'Électricité
<b>SCEA</b>	Société Civile d'Exploitation Agricole
<b>SCoT</b>	Schéma de Cohérence Territoriale
<b>SDAGE</b>	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
<b>SGV</b>	Syndicat Général des Vignerons
<b>SRADDET</b>	Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
<b>SRCAE</b>	Schéma Régional Climat Air Énergie
<b>SRCE</b>	Schéma Régional de Cohérence Écologique
<b>SRE</b>	Schéma Régional Éolien
<b>STECAL</b>	Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées
<b>TVB</b>	Trame Verte et Bleue
<b>ZAN</b>	Zéro Artificialisation Nette
<b>ZDH</b>	Zone à Dominante Humide
<b>ZNIEFF</b>	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique

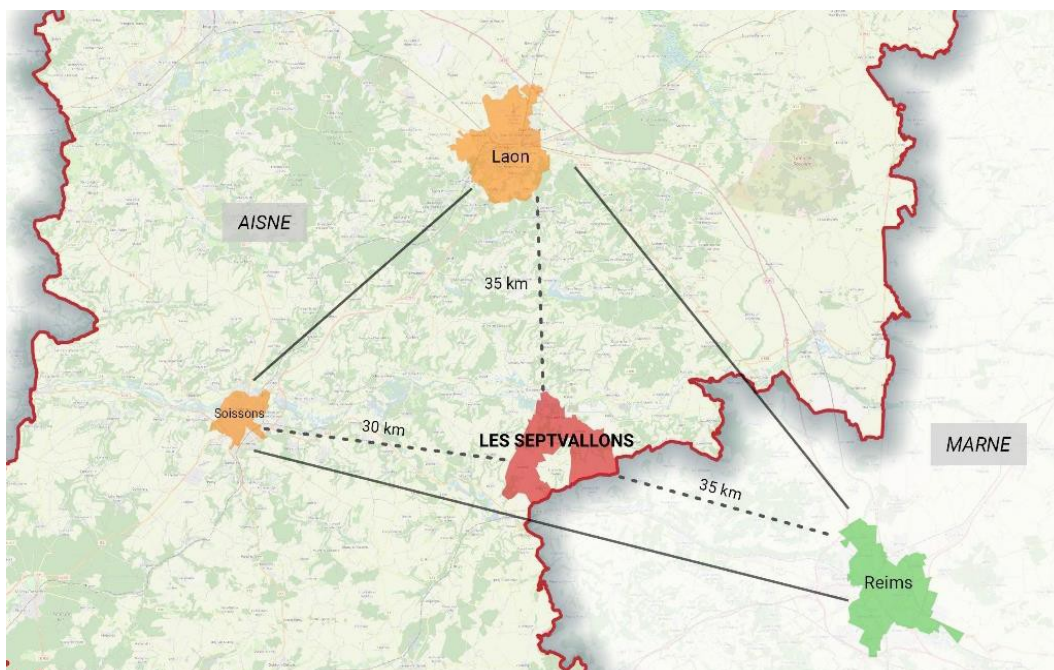


## 1. GÉNÉRALITÉS

### 1.1 Présentation de la commune

La commune de Les Septvallons est une commune nouvelle créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Elle résulte de la fusion de 7 communes : Glennes, Longueval-Barbonval, Merval, Perles, Révillon, Vauxcéré et Villers-en-Prayères.

Elle est située dans le Sud-Est du département de l'Aisne, arrondissement de Soissons, région des Hauts-de-France. Limitrophe du département de la Marne et de la région Grand-Est, elle se trouve au centre de gravité d'un triangle, dont les sommets correspondent aux villes de Soissons, Laon et Reims (Cf. Plan 1).



Plan 1 : localisation de Les Septvallons – extrait du rapport de présentation rédigé par VERDI Conseil (p. 29)

#### ✓ Démographie :

Avec une superficie de 3811 ha et une population de 1234 habitants en 2022, elle présente une densité de 32,4 habitants au km<sup>2</sup>. Elle est donc catégorisée comme commune rurale à l'habitat dispersé, selon la nouvelle grille communale de densité à 7 niveaux définie par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) en 2022.

L'évolution du nombre d'habitants est en hausse depuis 1968 mais fluctue de + 35,5 % entre 1990 et 2009 à +6,37 % entre 2009 et 2022. En 2020, l'indice de jeunesse (part des moins de 20 ans / part des plus de 60 ans) de 1,68 est plus élevé que celui du département (0,91).

#### ✓ Parc de logements :

L'évolution du parc de logements est relativement constante avec une augmentation du nombre de résidences principales de 34,6 % sur les 20 dernières années, une forte baisse des résidences secondaires (-49,1%) et peu de vacants (6,7%). La taille des ménages est en baisse constante depuis 1982. Elle atteint 2,6 personnes par ménage en 2020.

Ce parc est ancien (63,1 % des logements construits avant 1970) mais a été réhabilité dans les années 2000. L'habitat individuel (92,4%) et la part des propriétaires (71,1%) sont majoritaires sur la commune. Le tissu bâti peu dense est divisé en plusieurs zones urbanisées correspondant aux 7 anciennes communes déléguées.

✓ Activités économiques :

En 2020, on compte 609 actifs sur Les Septvallons. L'indice de concentration d'emplois (24,5) montre qu'il n'y en a pas suffisamment pour répondre aux besoins de la population résidente. On recense aujourd'hui sur son territoire 37 artisans et un centre de ressourcement pour les comités d'entreprises au « Domaine des Septvallons » (35 chambres). Mais la commune ne dispose pas de zone d'activité ou de commerce. Une grande majorité des actifs (85,7 %) se déplacent donc sur une autre commune pour travailler. Elle fait ainsi partie de l'aire d'attraction urbaine de Reims.

19 agriculteurs exploitants ont leurs sièges sur la commune. Ce nombre est stable depuis 40 ans. La surface agricole communale est de 2969 ha en 2020 (78 % de la surface totale). Les exploitations sont dominées par les cultures de céréales et d'oléoprotéagineux.

✓ Paysages et milieu naturel :

Les Septvallons sont marqués par les paysages du plateau agricole du soissonnais au Sud, des coteaux boisés qui bordent ce dernier au centre, et de la vallée de l'Aisne au Nord. Les villages sont implantés en contrebas des coteaux boisés ou dans la plaine alluviale. Cette topographie plutôt marquée et la présence de nombreux étangs, marais ou zones à dominante humide dans la vallée de l'Aisne ou en fond de vallons devront impérativement être pris en compte dans le futur développement de la commune.

## 1.2 Objet de l'enquête

La présente enquête publique a pour objet l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Les Septvallons. Le projet de PLU a été arrêté par délibération n° D2025\_051 du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne du 19 juin 2025, après avis du Conseil municipal de Les Septvallons en sa séance du 19 mai 2025 (délibération n° 2025-13).

Établi pour environ 10 à 15 ans, un PLU est un document d'urbanisme, qui planifie, maîtrise et organise le développement d'un territoire. Il est la traduction des objectifs municipaux et peut en conséquence être modifié ou révisé, afin de prendre en compte leurs évolutions dans le temps.

## 1.3 Rappel des procédures antérieures

La commune de Les Septvallons est à ce jour partiellement couverte par des PLU pour les territoires de Glennes et de Longueval-Barbonval respectivement approuvés par leurs Conseils municipaux, avant la fusion, les 12 mars et 22 mars 2013.

## 1.4 Cadre juridique de l'enquête publique en cours

✓ Code de l'Urbanisme (CU) :

Dont les articles L. 151-1 à L. 153-60 et articles R. 151-1 à R. 153-22  
(Plans locaux d'urbanisme)

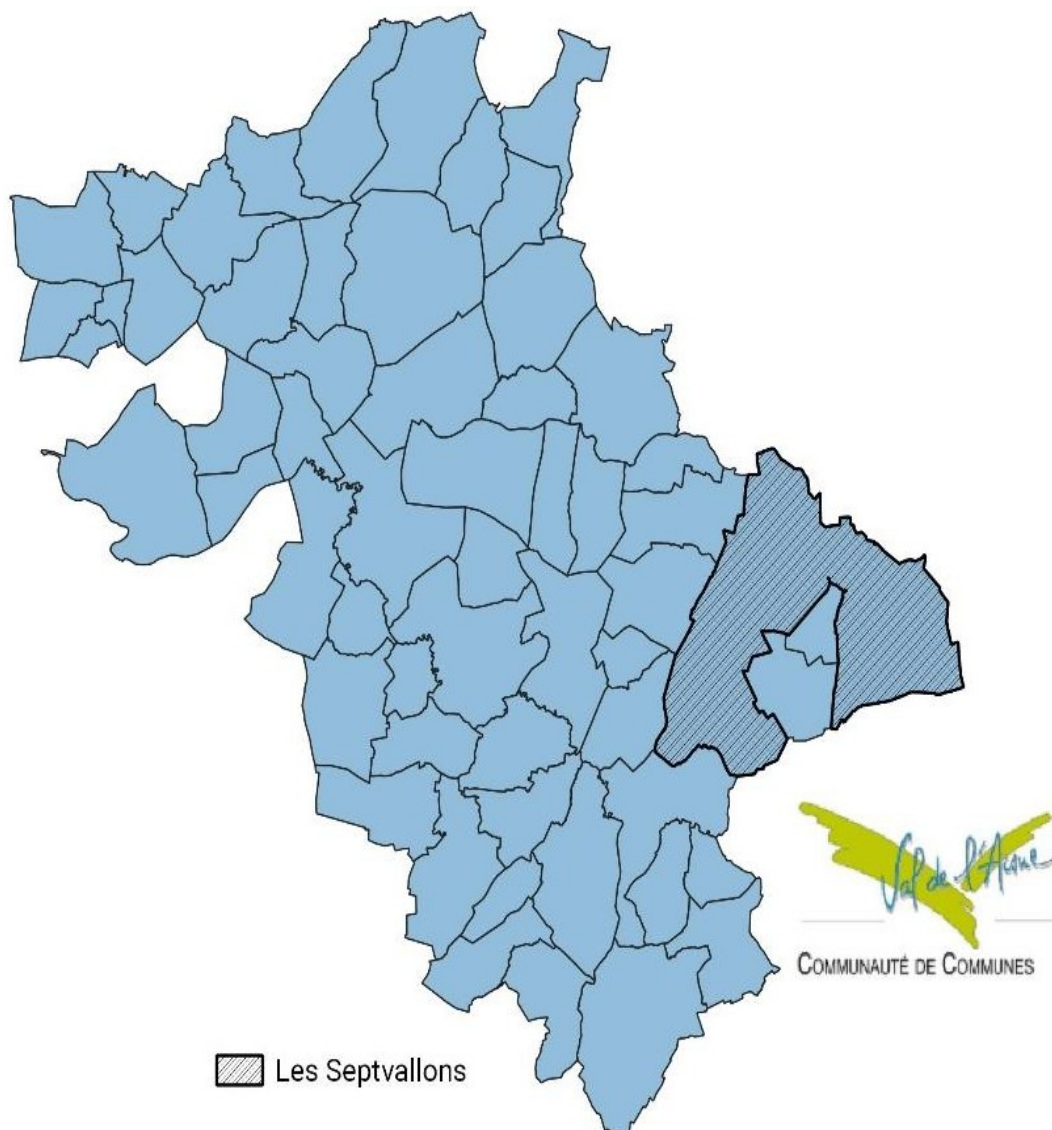
✓ Code de l'Environnement (CE) :

Articles L. 123-1 à L. 123-18 et articles R. 123-1 à R. 123-27  
(Participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement)

## 1.5 Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du projet est la Communauté des Communes du Val de l'Aisne (CCVA) compétente en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu depuis le 16 novembre 2023.

La CCVA a été créée le 28 décembre 1994. Elle est composée de 57 communes et compte 20 284 habitants en 2022 (Cf. Plan 2). Son siège se trouve à Presles-et-Boves.



Selon l'article L. 153-9 du CU, un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) peut achever toute procédure d'élaboration d'un PLU engagée avant la date de transfert de compétence. Cela nécessite l'accord formel préalable de la commune concernée.

C'est le cas en ce qui concerne l'élaboration du PLU des Septvallons puisque le Conseil municipal a autorisé l'achèvement de la procédure de révision-élaboration du PLU, par la CCVA, par délibération n°2024-24 du 10 juin 2024.

#### Observation du commissaire enquêteur :

Par délibération n° D2024\_026\_1 du 4 avril 2024, le Conseil communautaire de la CCVA a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) valant Plan Local de l'Habitat (PLH). L'élaboration du PLU de la commune de Les Septvallons est en conséquence une phase transitoire dans la mise en œuvre du projet de territoire intercommunal.

## 1.6 Caractéristiques du projet

### A. OBJECTIFS POURSUIVIS

Par délibération n°2022-01 du 21 février 2002, le Conseil municipal de Les Septvallons a prescrit l'élaboration de son PLU, pour :

- prendre en compte l'échelle de la commune nouvelle ,
- mettre en conformité le PLU avec les nouveaux textes réglementaires et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la CCVA,
- définir un projet commun à l'ensemble du territoire,
- répondre aux préoccupations environnementales,
- maintenir les équipements et les développer.

### B. LE PADD

Les objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) retenus par les élus, lors du débat en Conseil municipal du 6 mai 2024, s'articulent autour de 3 axes :

- axe 1 : préserver une identité rurale et garantir un développement équilibré et durable ;
- axe 2 : prévoir un développement démographique et urbain permettant de répondre aux besoins de tous ;
- axe 3 : valoriser les savoir-faire pour renforcer le dynamisme économique des Septvallons.

Pour atteindre ces objectifs, ils ont défini, pour chacun de ces axes, plusieurs orientations. Leurs traductions spatiales ont fait l'objet de 3 cartes synthétiques (pages 14,18 et 23 du volume 2. PADD).

#### ✓ Orientations définies pour répondre à l'axe 1 :

- Promouvoir un développement urbain économe en foncier, permettant de préserver les espaces agricoles et naturels (limitation de l'étalement urbain) ;
- impulser de nouvelles manières de « faire urbain » en favorisant l'habitat groupé, et la mixité des fonctions en autorisant le changement de destination de certains bâtiments agricoles ou les équipements, commerces, activités et services en centres-bourgs ;



- protéger le patrimoine paysager et architectural, porteur de l'identité territoriale ;
  - préserver les milieux naturels et contribuer au bon fonctionnement écologique du territoire ;
  - intégrer les risques et les nuisances dans les réflexions sur les implantations futures des secteurs résidentiels et d'activités, en limitant l'exposition de la population.
- ✓ *Orientations définies pour répondre à l'axe 2 :*
- Conforter la croissance démographique en augmentant l'offre et en diversifiant le parc de logements ;
  - promouvoir une mobilité durable et adaptée au contexte local en développant les transports en commun en direction de la gare de Fismes (navettes bihebdomadaires), en encourageant la pratique du covoiturage (aire à Villers-en-Prayères), en mettant en place de nouveaux aménagements et équipements cyclables et piétons.
- ✓ *Orientations définies pour répondre à l'axe 3 :*
- Soutenir l'activité agricole, pilier de l'économie locale en préservant les terres agricoles à fortes potentialités agronomiques ou les terres viticoles (Glennes, Longueval, Merval et Révillon), en autorisant le développement des exploitations et en favorisant la diversification des activités (agrotourisme, ventes directes,...) ;
  - Développer l'offre touristique pour faire du territoire une destination de courts séjours en lien avec l'eau (étangs de pêche à Villers-en-Prayères) ou les modes doux (itinéraire de grande randonnée GR142, projet d'un chemin qui desservirait les 7 villages délégués de Les Septvallons) ;
  - Conforter l'économie de proximité en accompagnant son évolution par la création d'une zone artisanale sur Merval, en renforçant la desserte numérique du territoire et en autorisant l'installation d'activités compatibles avec la fonction habitat au sein des bourgs ;
  - Encourager le recours aux énergies renouvelables en valorisant l'énergie solaire, les dispositifs de géothermie et les projets de méthanisation.

Le PADD doit également fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (article L 151-5 du CU en application de l'article 194 de la loi 2011-1104 du 22 août 2021 dite Climat et Résilience).

Dans le cadre de sa politique de développement démographique (+ 1 % de croissance par an), la municipalité s'est fixée un objectif de **1389 habitants à l'horizon 2035**, soit 193 habitants en plus par rapport à 2020.

Afin d'atteindre cet objectif, compte-tenu du desserrement des ménages (2,55), la construction de **93 logements** supplémentaires a été estimée.

**61 logements** pourront être réalisés **en renouvellement urbain**, sur des terrains **en dents creuses** dans le tissu existant.

**32** devront en conséquence être produits **dans les surfaces en extension** pour l'habitat. En appliquant la densité fixée par le SCoT du Val de l'Aisne de 20 logements par hectare, **1,6 ha sera donc nécessaire, sur un ou plusieurs sites.**

### C. TRADUCTION DU PADD DANS LE ZONAGE ET LE RÈGLEMENT DU PLU

Le PLU de Les Septvallons traduit l'équilibre à trouver entre le besoin de proposer des espaces constructibles pour l'accueil de nouvelles populations et la nécessité d'assurer la préservation des espaces agricoles et naturels.

#### 1. La zone urbaine (U)

Sont classés dans les zones U, au titre de l'article R. 151-18 du CU : *« les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ».*

Une analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis a mis en avant un potentiel de 61 logements constructibles au sein du tissu urbain.

Le PLU a donc défini des zones urbaines au sein du plan de zonage, en reprenant les délimitations de ce dernier.

Plusieurs zones urbaines ont été mises en place en fonction de leurs vocations principales et de 2 secteurs « a » et « zh » :

- zone UA : Zone urbaine centrale à vocation d'habitat ;
- secteur UAa : Secteur de la zone UA, concerné par un périmètre de captages d'Alimentation en Eau Potable (AEP) ;
- secteur UAzh : Secteur de la zone UA, concerné par des zones à dominante humide ;
- zone UB : Zone urbaine périphérique à vocation d'habitat ;
- secteur UBzh : Secteur de la zone UB, concerné par des zones à dominante humide ;
- zone UE : Zone urbaine à vocation économique
- secteur UEzh : Secteur de la zone UE, concerné par des zones à dominante humide.

Afin de privilégier la mixité des fonctions, la zone UA est destinée à recevoir, en plus de l'habitat, les équipements, artisans, commerces, restaurants, hôtels et hébergements touristiques, bureaux, sous réserve que les constructions soient compatibles avec son caractère résidentiel.

La zone UB correspond aux quartiers pavillonnaires de Longueval.

La zone UE couvre les activités artisanales implantées à l'Ouest de Longueval et le centre de ressourcement du « Domaine des 7 Vallons » au Nord de Villers-en-Prayères, qui devrait s'agrandir (projet de 30 nouvelles chambres).

Dans chaque zone, des dispositions relatives à la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des nouvelles constructions ou des extensions ont été définies, afin d'assurer leurs insertions dans le tissu existant.

Les clôtures, toitures et façades doivent ainsi s'harmoniser avec les constructions avoisinantes.

Un nuancier de référence pour les couleurs des façades est annexé au règlement.

Le dispositif réglementaire prévoit également la protection de certains éléments remarquables du petit patrimoine rural (églises non classées monuments historiques, calvaires, lavoirs, pigeonniers, monuments aux morts, murs de clôture,...).

Tableau des surfaces zone U

Désignation de la Zone	Superficie au PLU (en ha)
<b>UA</b>	55,1
<b>UAa</b>	0,5
<b>UAzh</b>	3,6
<b>UB</b>	4,6
<b>UBzh</b>	1,5
<b>UE</b>	1,7
<b>UEzh</b>	0,4
<b>Total zones urbaines</b>	<b>67,4</b>

## 2. La zone à urbaniser (AU)

Selon l'article R. 151-20 du CU, les zones AU concernent des espaces conservant un caractère naturel, mais destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Elle doit accueillir 32 nouveaux logements et la future zone artisanale.

3 secteurs sont définis en zones à urbaniser à vocation d'habitat (1AUA) et 1 en zone à urbaniser à vocation économique (1AUE).

Tableau des surfaces zone AU

Désignation de la Zone	Superficie au PLU (en ha)
<b>1AUA</b>	1,05
<b>1AUE</b>	0,8
<b>Total zones à urbaniser</b>	<b>1,85</b>

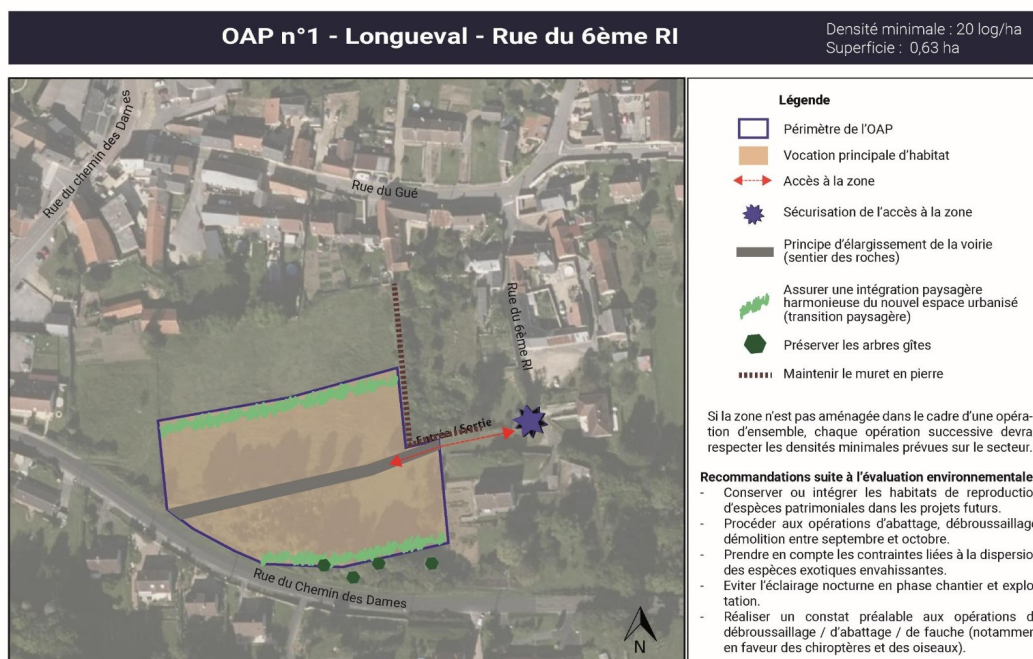
Ils font tous l'objet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles.

Pour les 3 OAP à vocation habitat, l'objectif est de respecter la forme urbaine de la rue, dans laquelle elles s'inscrivent, et d'assurer une transition avec les espaces agricoles et/ou naturels présents à l'arrière des parcelles concernées.

Ainsi dans les OAP n°2 et 3, l'intégration paysagère des opérations passera par la préservation des arbres gîtes recensés en périphérie des zones 1AUA et par la création de jardins ou d'espaces verts dans les pentes.

✓ OAP n°1 (0,63 ha) à Longueval, rue du 6<sup>ème</sup> régiment d'infanterie (RI) :

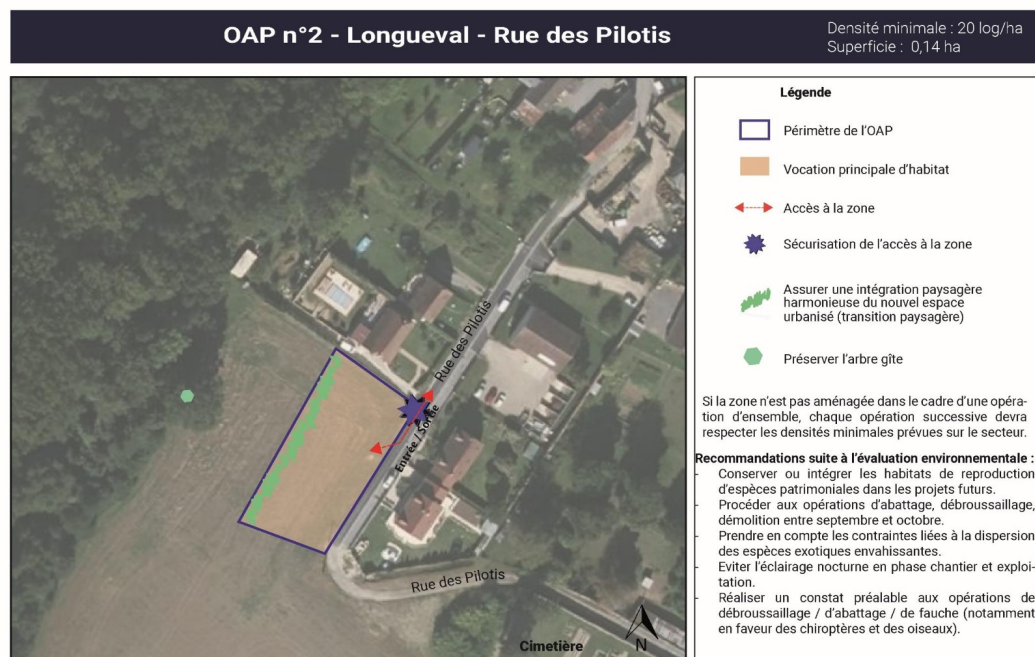
Le secteur est desservi depuis la rue du 6<sup>ème</sup> RI par une voie, qui reprend le sentier des Roches et qui débouche sur la rue du Chemin des Dames. L'intégration paysagère des opérations se fera par le maintien du mur de pierre présent sur le site et la préservation des arbres sur le talus en dessous de la rue du Chemin des Dames.



Plan 3 : extrait du volume 5 du projet de PLU - OAP, rédigé par VERDI Conseil (p.9)

✓ OAP n°2 (0,14 ha) à Longueval, rue des Pilotis :

Une raquette de retournement sera créée au bout de la portion bitumée de la rue des Pilotis, pour permettre les manœuvres des véhicules de service, de secours et d'incendie. Les opérations se feront au Nord-Ouest de la rue.

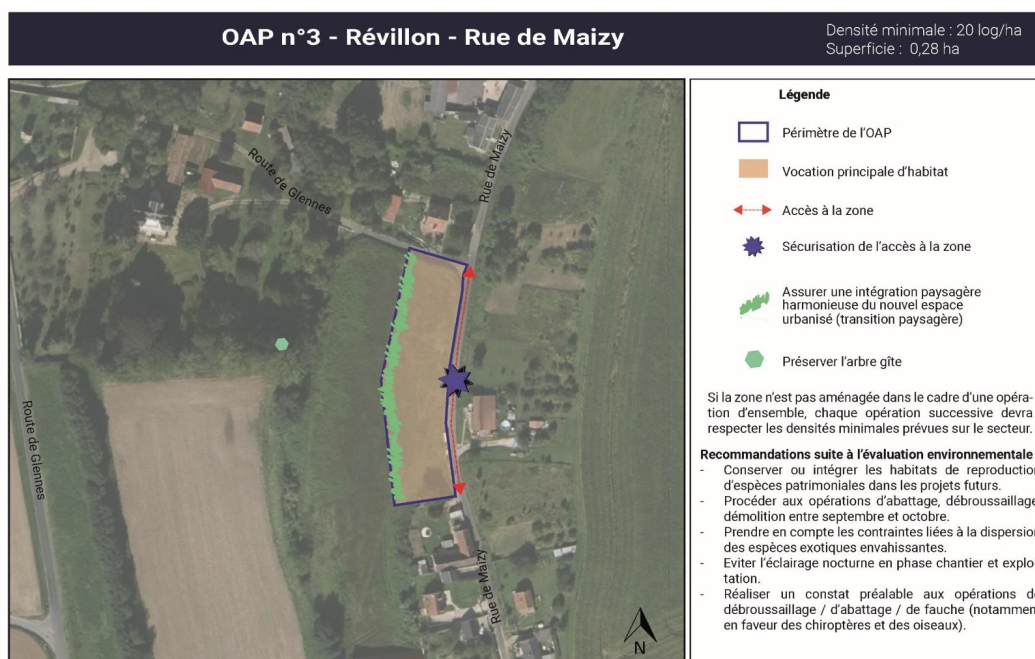


Plan 4 : extrait du volume 5 du projet de PLU - OAP, rédigé par VERDI Conseil (p.10)



✓ OAP n°3 (0,28 ha) à Révillon, rue de Maizy :

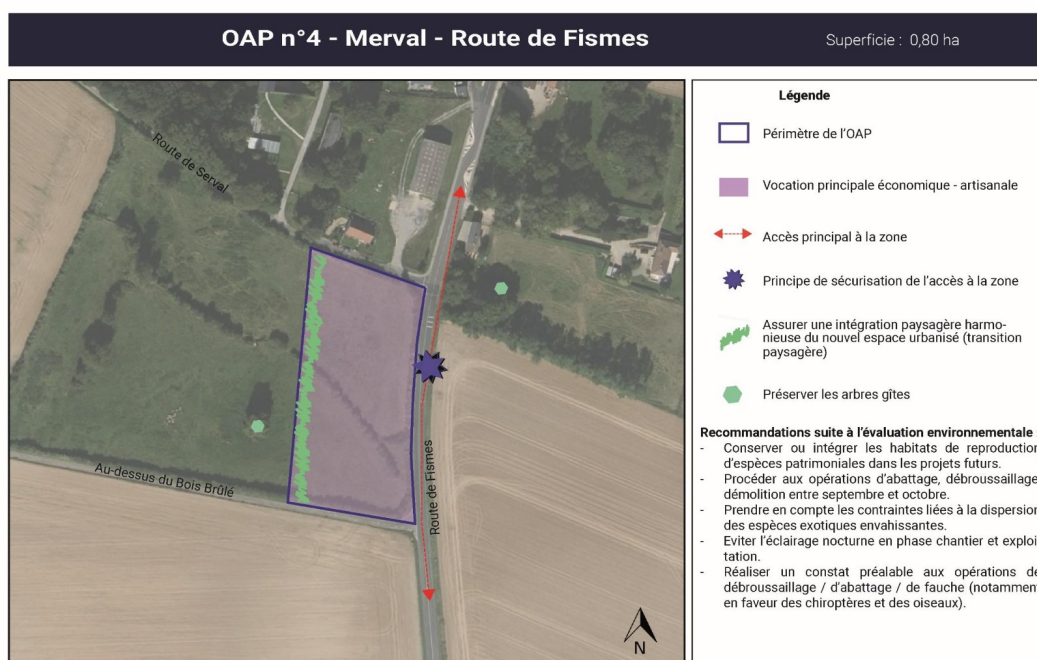
Les opérations se feront à l'Ouest, le long de la rue de Maizy, dans le prolongement du bourg, vers le hameau du Moulin.



Plan 5 : extrait du volume 5 du projet de PLU – OAP, rédigé par VERDI Conseil (p. 11)

✓ L'OAP n°4 (0,8 ha), à vocation économique, à Merval, sur la route de Fismes :

L'accès principale de la zone artisanale se fera par la route de Fismes. L'intégration paysagère passera par la préservation de l'arbre gîte recensé dans la prairie du Bois Brûlé et l'aménagement d'une bande végétalisée entre celle-ci et les bâtiments d'activité.



Plan 6 : extrait du volume 5 du projet de PLU – OAP, rédigé par VERDI Conseil (p.12)

### 3. La zone agricole (A)

Les terres agricoles et notamment celles à forte valeur agronomique sont préservées de toute urbanisation par un classement en zone A stricte.

Un régime d'autorisation d'occupation des sols a cependant été instauré au sein de cette zone pour :

- les constructions et installations agricoles,
- la hauteur des bâtiments (12 mètres maximum),
- favoriser la reconversion du bâti ou la diversification des activités.

La zone A comporte 3 secteurs spécifiques :

- secteur Aa : Secteur de la zone A, concerné par un périmètre de captage AEP ;
- secteur Ae : Secteur de la zone A, concerné par le parc éolien de Perles ;
- secteur Av : Secteur de la zone A, concerné par les vignes.

Tableau des surfaces en zone A

Désignation de la Zone	Superficie au PLU (en ha)
<b>A</b>	2723,4
<b>Aa</b>	27,8
<b>Ae</b>	5,1
<b>Av</b>	35,3
<b>Total zones agricoles</b>	<b>2791,6</b>

6,4 ha de zones AU, qui étaient inscrits dans les PLU actuellement en vigueur des communes de Glennes et Longueval-Barbonval ont été reclassés en zone A.

### 4. La zone naturelle (N)

Peuvent être classés en zone N, au titre de l'article R. 151-24 du CU : « *les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages, et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique, ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels, soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles, soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues* ».

Sur les Septvallons, la zone naturelle correspond, au Nord : aux étangs de Villers-en-Prayères, à la vallée de l'Aisne et aux vallons de ses affluents, le ru des Sorcils et le ruisseau Saint-Pierre ; au Sud : aux vallons de Perles et de Vauxcéré, vers la vallée de la Vesle ; aux espaces protégés ainsi qu'aux coteaux boisés présents autour des bourgs.

Les surfaces boisées existantes sont maintenues intégralement, afin de permettre de conserver le couronnement végétal des villages et d'assurer la stabilisation des sols des talus. Certains boisements sont protégés en Espaces Boisés Classés (EBC).

Les secteurs Np et Npa correspondent respectivement aux espaces naturels protégés et à ceux concernés par un périmètre de captage AEP.

Un secteur Nj est mis en place sur les fonds de jardin dans le but de ne pas étendre la zone constructible.

Le secteur Nl couvre les installations de loisirs et de tourisme vert. Il reprend donc les terrains municipaux de sport, au Nord de Longueval-Barbonval, et 2 sites, au niveau des étangs de Villers-en-Prayères.

Ceux-ci devraient accueillir les projets privés de construction :

- d'une habitation et d'un club house, pour les pêcheurs, entre l'étang de Ponceau et le Bois de Villers, sur 0,03 ha ;
- de 15 écolodges de 25 à 35 m<sup>2</sup> chacun, en 2 phases, au Nord de l'étang de la Cère, sur 1,9 ha.

Les 2 Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) délimités conformément à l'article L. 151-13 du CU couvrent une superficie totale de **1,93 ha**.

Dans tous les cas, l'ajout de « zh » signifie que le secteur est concerné par des zones à dominante humide.

Tableau des surfaces en zone N

Désignation de la Zone	Superficie au PLU (en ha)
<b>N</b>	797,1
<b>Nj</b>	27,9
<b>Nl</b>	2,8
<b>Nzh</b>	1,5
<b>Nlzh</b>	1,5
<b>Np</b>	115,2
<b>Npa</b>	0,6
<b>Total zones naturelles</b>	<b>946,6</b>

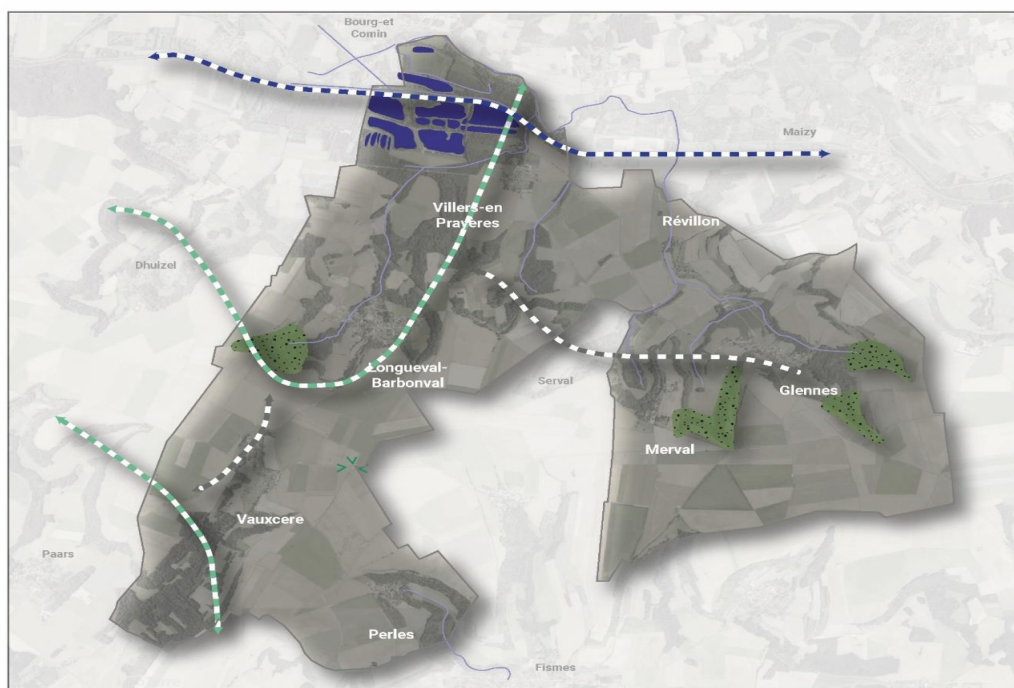
## 5. Emplacements Réservés (ER)

10 ER ont été inscrits dont 5 en zones U ou AU (0,2 ha) et 5 en zones N et A (0,3 ha). La majorité correspondent à des régularisations de l'existant. L'ER 4 couvre l'extension du cimetière de Longueval.

## 6. L'OAP Trame Verte et Bleue (TVP) :

L'OAP thématique TVB est créée afin de préserver du mitage et des continuités urbaines les milieux naturels remarquables et leur réseau de corridors garants du bon fonctionnement écologique du territoire (EBC, étangs, zones humides, lit mineur de l'Aisne,...).




## ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION - TRAME VERTE ET BLEUE






## LEGENDE

Éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue des Septvallons :

## Trame Verte :

-  Boisements, ZNIEFF
-  Continuités vertes à préserver (SCoT)
-  Continuité verte à restaurer (SCoT)

## Trame Bleue :

-  Etangs de Villers
-  Rivières et rus
-  Continuité bleue à préserver (SCoT)

Plan 7 : extrait du volume 5 du projet de PLU – OAP, rédigé par VERDI Conseil (p.16)

## 7. Synthèse des surfaces des zones

### Tableau de synthèse des surfaces des zones

Désignation des zones	Superficie au PLU	Répartition
<b>Total Zones urbaines (U)</b>	67,4 ha	1,77 %
<b>Total Zones à urbaniser (AU)</b>	1,85 ha	0,05 %
<b>Total Zones agricoles (A)</b>	2791,6 ha	73,32 %
<b>Total Zones Naturelles (N)</b>	946,6 ha	24,86 %
<b>Total de la commune (surface cadastrale)</b>	3807,45 ha	100 %

La commune étant à dominante agricole, c'est tout naturellement que l'on retrouve plus de 73 % de sa superficie classée en zone A.

On retrouve ensuite près de 25 % de zones naturelles (N), qui correspondent principalement aux secteurs de la vallée de l'Aisne, aux étangs de Villers-en-Prayères, aux fonds des vallons du Ru des Sorcils ou du ruisseau de Saint-Pierre et aux coteaux boisés autour des différents bourgs.

Les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) ne représentent que moins de 2 % de la couverture du zonage, dont 1,77 % en U.

**La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) serait de 4,08 ha, dont 1,85 ha en zone AU, 1,93 ha pour les 2 STECAL en zone N et 0,3 ha pour les ER inscrits en zones A et U ;**

#### Observation du commissaire enquêteur :

Les élus ont choisi de se porter sur un scénario ambitieux en matière de perspective démographique (+1 % de croissance par an). Les objectifs sont donc de construire 93 logements d'ici 2035, pour atteindre le seuil de 1389 habitants. Sur ces 93 logements, 32 devront être construits dans les surfaces en extension. En sus, pour renforcer le dynamisme économique de la commune, il est prévu d'aménager une zone artisanale et d'autoriser le développement de 2 projets touristiques sur les étangs de Villers-en-Prayères. La consommation d'ENAF serait en conséquence de 4,08 ha.

Cela correspond à l'enveloppe foncière totale en extension de 4 ha maximum à l'horizon 2035, pour l'habitat et l'économie, estimée pour Les Septvallons, à partir de la déclinaison des orientations du SCoT du Val de l'Aisne.

Mais c'est le double de l'enveloppe de 2 ha maximum à l'horizon 2031, calculée dans le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) des Hauts-de-France en appliquant les enjeux de la loi Climat et Résilience.

## **D. LE PROJET DE PLU AU REGARD DES DISPOSITIONS DES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX**

### **1. Le SRADDET modifié des Hauts-de-France**

Il a été adopté par la Région des Hauts de France le 21 novembre 2024 et approuvé par arrêté préfectoral du 29 novembre 2024. Le projet de PLU répond :

- au Parti pris II : une multipolarité confortée en faveur d'un développement équilibré du territoire régional ;
- au parti pris III : un quotidien réinventé, s'appuyant sur de nouvelles proximités et sur une qualité de vie accrue.

### **2. Le SCoT du Val de l'Aisne**

Il a été arrêté par la CCVA le 28 février 2019. Le PADD du SCoT repose sur 3 axes :

- axe 1 : asseoir une armature territoriale, pour un modèle de développement équilibré et durable ;
- axe 2 : promouvoir une qualité réactive et solidaire, pour répondre aux besoins de chacun ;
- axe 3 : faire valoir les savoir-faire locaux et les ressources du territoire, pour donner un nouveau souffle au développement économique.



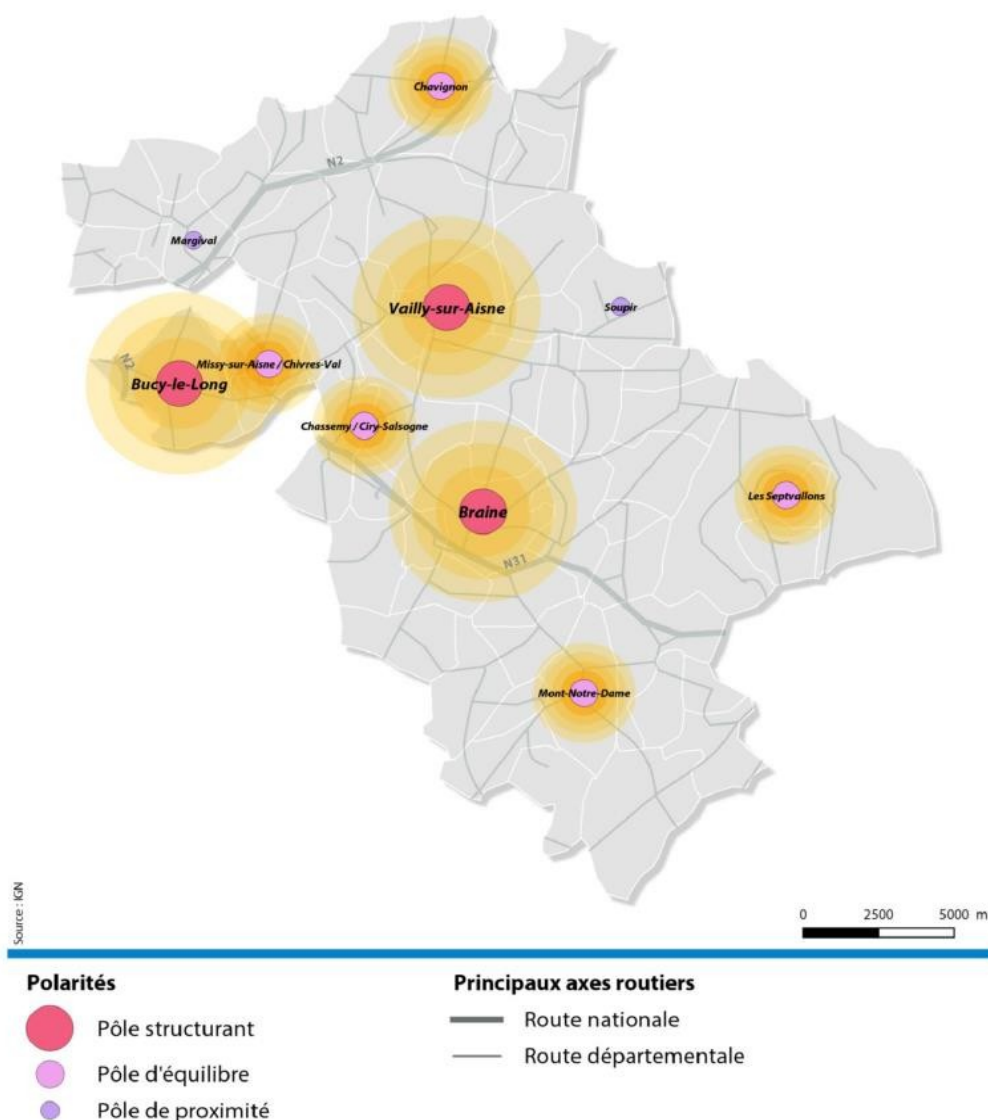
Selon le SCoT, la frange marnaise située au Sud-Est de son territoire est composée de communes porteuses d'une activité soutenue. Les Septvallons en fait partie et a le statut de pôle d'équilibre (Cf. Plan 8).

Le projet de PLU de la commune de Les Septvallons est compatible avec les objectifs du SCoT du Val de l'Aisne, qui la concernent :

- renforcer les pôles d'équilibre,
- relancer la construction neuve,
- garantir une mixité fonctionnelle,
- moduler les types de logements,
- déployer l'offre de service à la personne,
- veiller à l'intégrité des éléments de liaisons écologiques,
- développer les activités touristiques en lien avec l'eau,
- préserver le foncier agricole.

30 % des objectifs de logements doivent être construits en extension de l'espace urbanisé et 70 % dans ce dernier. La densité à appliquer sur le terrain est de 20 logements à l'hectare.

L'enveloppe foncière en extension à répartir sur les 5 pôles d'équilibre à l'horizon 2035 est de 15 ha pour l'habitat et de 5 ha pour l'activité.



Plan 8 : Armature territoriale du SCoT Val de l'Aisne, extrait du diagnostic de juillet 2018

### 3. Le futur SCoT du Soissonnais et du Valois

Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) du Soissonnais et du Valois a été créé, par arrêté préfectoral, le 8 décembre 2018. Le syndicat mixte est composé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, de 4 EPCI regroupant 163 communes et 107 206 habitants en 2022 : la Communauté d'agglomération du Grand Soissons, la CCVA, les Communautés de communes d'Oulchy-le-Château et de Retz-en-Valois.

Le SCoT est en cours d'élaboration.

### 4. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie

Il a été adopté par le Comité de bassin le 23 mars 2022 et couvre la période 2022-2027. Il fixe les orientations en matière de préservation et de gestion des milieux humides et des cours d'eau.

Le projet de PLU de la commune de Les Septvallons prend en compte 4 des 5 orientations fondamentales du SDAGE, la 5<sup>ème</sup> concernant le littoral :

- des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés, la biodiversité restaurée ;
- protection des captages d'alimentation en eau potable ;
- réduction des pollutions à la source par l'amélioration de la collecte des eaux usées et l'adaptation des systèmes d'assainissement au milieu ;
- gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique.

### 5. Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) des Hauts-de-France

Introduit par la loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, il a été approuvé par arrêté du Préfet de la région des Hauts-de-France le 14 juin 2014. Il définit un cadre d'actions permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), de diminuer la consommation énergétique et d'augmenter les parts des énergies renouvelables.

Le projet de PLU de la commune de Les Septvallons répond à 2 des axes stratégiques du SRCAE :

- des conditions de vie durable,
- des ressources naturelles et patrimoniales préservées et restaurées.

Le Schéma Régional Éolien (SRE) est annexé au SRCAE. Les communes de Glennes, Longueval-Barbonval, Merval, Perles et Vauxcéré y sont localisées en zone favorable pour l'implantation d'éoliennes.

Toutefois les élus des Septvallons ne sont pas favorables à l'implantation de nouvelles éoliennes sur le territoire puisque la commune dispose déjà, depuis octobre 2017, avec le parc de Perles, de 6 turbines d'une puissance nominale de 12 300 Kw. Ils préfèrent développer d'autres énergies renouvelables (solaire, méthanisation,...).

### 6. Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Picardie

Prévu par l'article L. 371-3 du CE, il doit définir la trame verte et bleue. Il n'a pas encore été adopté. La vallée de l'Aisne et le corridor arboré, qui traversent la commune d'Est en Ouest, intégreront sans nul doute ces trames.

On observe également sur le territoire 3 réservoirs de biodiversité (sites d'hibernation de chauves-souris).

## 7. Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation et Coulées de Boue (PPRi) de la vallée de l'Aisne et autres risques naturels

Le PPRi du secteur de la vallée de l'Aisne médiane, entre Bucy-le-Long et Révillon, a été approuvé par arrêté préfectoral, le 21 juillet 2008.

Les communes de Révillon et Villers-en-Prayères sont concernées par le risque d'inondation par débordement et remontée de nappe de l'Aisne.

Par ailleurs des cartes recensant les sites possédant un potentiel risque de mouvement de terrain (sur Glennes, Merval, Perles) , de présence de cavités souterraines (sur Barbonval, Glennes, Révillon), de remontée de nappe (sur Barbonval, Merval, Glennes, Perles, Vauxcéré) et de retrait-gonflement des argiles (fort en bas des talus) ont été élaborées à partir des données du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) et du site [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr) (pages 167 à 169 du rapport de présentation).

Les implantations futures des secteurs résidentiels et d'activités ont soigneusement évité ces secteurs.

## 8. Les aires d'appellation

La commune appartient aux aires d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) « Champagne » et « Coteau champenois » mais ne comporterait pas d'aire délimitée parcellaire pour la production de raisins.

Elle est située dans l'aire d'Indication Géographique Protégée (IGP) « Volaille de Champagne ».

## 9. Les servitudes d'utilité publique

La commune est concernée par les servitudes suivantes :

- AC 1 : Monuments historiques, avec notamment 5 églises classées (Barbonval, Glennes, Longueval, Merval, Vauxcéré) ;
- AS 1 : Protection eaux potables des captages de Glennes, Révillon et Vauxcéré ;
- EL3 : Halage et marchepied du canal latéral à l'Aisne ;
- I4 : Lignes aériennes avec la 225 kV le Long-Champ – Vézilly et la 63 kV Fismes – Fère-en-Tardenois – le Long-Champ ;
- T7 : Zones de dégagement aéronautiques ;
- PM1 : Plans de Prévention des Risques naturels.

## 10. Les espaces naturels protégés

Il n'y a pas de site Natura 2000 sur la commune mais 2 Zones Naturelles d'Intérêts Écologique, Faunistique et Floristiques (ZNIEFF) de type 1 :

- le réseau de ravins à fougères du soissonnais oriental ;
- le lit mineur de l'Aisne en amont de Celles-sur-Aisne et prairies des écoupons, des blanches à Maizy.

Elle dispose également de 2 Espaces Naturels Sensibles (ENS) :

- le réseau de ravins du Val de l'Aisne,
- le lit mineur de l'Aisne en amont de Celles-sur-Aisne.

L'OAP TAB intègre les 3 réservoirs de biodiversité, les 2 ZNIEFF et les 2 ENS.

### Observation du commissaire enquêteur :

Le projet de PLU est compatible avec la majorité des orientations ou des préconisations des documents supra communaux.



## 1.7 Nature et composition du dossier

Le dossier d'enquête a été réalisé par le cabinet VERDI Conseil domicilié au 80, rue de Marcq à WASQUEHAL (59441). Il se compose de :

### A. UN DOSSIER D'ARRÊT DU PLU

#### 1. Un rapport de présentation rassemblant :

##### 1.1. Le diagnostic communal (179 pages) présentant :

- la commune et l'état initial de l'environnement,
- la synthèse des éléments du diagnostic et l'explication des enjeux définis dans le PADD et le règlement,
- l'analyse de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers ;

##### 1.2 La justification du projet (152 pages) au travers de :

- la traduction et les justifications des orientations du PADD dans les documents graphiques et dans le règlement écrit,
- la compatibilité avec les autres documents supra-communaux ;

##### 1.3 L'évaluation environnementale (150 pages) comprenant :

- l'analyse des incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement,
- les indicateurs proposés pour l'évaluation de son application,
- le résumé non technique.

#### 2. Un projet d'aménagement et de développement durable ou PADD (39 pages) définissant :

- Les orientations générales et les 3 axes de développement ;
- Les orientations détaillées pour chacun des 3 axes concernant :
  - ✓ l'habitat,
  - ✓ les transports et les déplacements,
  - ✓ les réseaux d'énergie,
  - ✓ le développement des communications numériques,
  - ✓ l'équipement commercial et le développement économique,
  - ✓ les loisirs,
  - ✓ la protection des espaces naturels et la préservation des continuités écologiques,
- Les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

#### 3. Les documents graphiques :

- A : Plan de zonage au 1/5000 pour chacun des territoires de Barbonval, Glennes, Longueval, Merval, Perles, Révillon, Vauxcéré et Villers-en-Prayères ;
- B : Plan de zonage au 1/2 500 pour chacun des bourgs de Barbonval, Glennes, Longueval, Merval, Perles, Révillon, Vauxcéré et Villers-en-Prayères.

4. Le règlement (133 pages) développant :

- Les dispositions générales ;
- Les dispositions applicables à la zone urbaine (U) ;
- Les dispositions applicables à la zone agricole (A) ;
- Les dispositions applicables à la zone naturelle (N) ;

et ses Annexes : lexiques architectural et paysager, listes des essences locales et des plantes invasives, nuancier de référence, définition des 5 destinations et des 23 sous destinations du Code de l'urbanisme.

5. Les orientations d'aménagement et de programmation ou OAP (16 pages) classées en :

- 4 OAP sectorielles ;
- Une OAP thématique Trame Verte et Bleue (TVB).

6. Les annexes sanitaires et servitudes d'utilité publique :

6.1 Les servitudes d'utilité publique,

6.2. Les annexes sanitaires,

6.3. Les informations diverses.

7. Le bilan de la concertation préalable (21 pages)

8. Le bilan de la consultation des personnes publiques associées (18 pages) :

- *Préfète de l'Aisne – Direction départementale des territoires (15 octobre 2025),*
- *Mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France (16 septembre 2025),*
- *Commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestier de l'Aisne (7 octobre 2025),*
- *Centre national de la propriété forestière (29 juillet 2025),*
- *Chambre d'agriculture de l'Aisne (15 septembre 2025),*
- *Direction interdépartementale des routes Nord (23 juillet 2025),*
- *Réseau de transport d'électricité (13 août 2025),*
- *Conseil départemental – Direction de la voirie (24 octobre 2025).*

● Pièces administratives :

- Délibération n° 2022-01 du Conseil municipal de la commune de Les Septvallons du 21 février 2022 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme,
- Délibération n° 2024-24 du Conseil municipal de la commune de Les Septvallons du 10 juin 2024 autorisant l'achèvement de la procédure de révision du plan local d'urbanisme,
- Délibération n° 2025-13 du Conseil municipal de la commune de Les Septvallons relative à l'avis sur le bilan de la concertation et l'arrêt de projet du plan local d'urbanisme,
- Délibération n° D2025\_051 du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Val de l'Aisne arrêtant le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Les Septvallons et tirant le bilan de la concertation.

## B. UN DOSSIER ADMINISTRATIF

- Décision n° E25000167/80 en date du 23 octobre 2025 de madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens portant désignation du commissaire enquêteur,
- Arrêté n°25/254 du Président de la Communauté de communes du Val de l'Aisne en date du 19 novembre 2025 prescrivant l'enquête publique sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune des Septvallons,
- Avis d'enquête publique publié dans la presse,
- Avis d'enquête publique affiché dans les panneaux d'affichage de la mairie de Les Septvallons et au siège de la CCVA.

Le dossier d'arrêt de projet du PLU de la commune de Les Septvallons est complet et conforme aux dispositions des articles L. 151-1 à L. 151-43 du CU.

Le dossier soumis à l'enquête publique est complet et conforme aux dispositions de l'article R. 123-8 du CE et notamment les alinéas 1°c) et 5°.

### Observation du commissaire enquêteur :

La totalité du dossier était consultable pendant toute la durée de l'enquête, en mairie, au siège de la CCVA et sur le site internet de cette dernière. Il fait plus de 700 pages mais il reste de lecture accessible. Des synthèses, dont le résumé non technique de l'évaluation environnementale (21 pages), y sont en effet incluses. Par ailleurs les bilans de la concertation préalable et de la consultation des personnes publiques associées y sont annexés. Le public pouvait ainsi aisément appréhender les objectifs et orientations du projet de PLU, leurs traductions graphiques ou réglementaires et mesurer les différents enjeux en terme d'environnement ou les impacts sur son cadre de vie.

## 1.8 Observations sur le dossier

23

### A. AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Selon les dispositions de L'article R.104-11 du CU, la procédure d'élaboration d'un PLU est soumise à une évaluation environnementale. Conformément aux articles R. 104-21 à R. 104-25 du même code La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'examen pour informer la personne publique responsable du plan, par décision motivée, de ses observations sur ladite évaluation environnementale

Le maire de Les Septvallons a transmis le 15 juillet 2025, pour examen, l'arrêt de projet du PLU à la MRAe Hauts-de-France.

L'avis a été examiné par la MRAe Hauts-de-France lors de la séance du 16 septembre 2025.

La décision de la MRAe n°2025-9023 est jointe au dossier d'enquête publique.

**L'Autorité environnementale n'émet pas d'observation sur l'évaluation environnementale.**

### Observation du commissaire enquêteur :

L'étude environnementale a été rédigée par le cabinet VERDI Conseil. La méthodologie vise au recensement des incidences potentielles du projet de PLU sur l'environnement pour proposer, conformément à la séquence ERC, des mesures pertinentes permettant de les éviter, de les réduire ou de les compenser. Elle est synthétisée dans un tableau (pp 100-101 du volume 1.3.).

### **B. AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES**

Le maire de Les Septvallons a transmis le 15 juillet 2025 l'arrêt de projet du PLU, pour avis, aux Personnes Publiques Associées (PPA).

#### ✓ Le 15 octobre 2025, la Préfète de l'Aisne – Direction départementale des territoires a rendu son avis

La Préfète de l'Aisne émet un **avis défavorable** au projet de PLU : « *en raison d'une estimation des besoins en logement trop ambitieuse entraînant une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers excessive et supérieure à l'enveloppe du SRADDET et de l'incompatibilité du projet avec le SCoT* ».

Les remarques de la Direction départementale des territoires (DDT) de l'Aisne sont regroupées en annexe du courrier de Madame Fanny ANOR selon 3 thématiques.

#### **1- Remarques relatives à la gestion économe de l'espace**

##### Perspective démographique et estimation des besoins en logements :

- « *Les perspectives démographiques visées par la commune, sont surévaluées. Une évolution de +0,3 %/an dans la continuité de celle observée depuis 2009 serait plus réaliste. La population cible serait alors de 1247 habitants en 2035* ».
- « *Dans l'hypothèse d'un taux de croissance démographique annuel de +0,3 % avec une taille des ménages de 2,44 en 2035, les services de l'État évaluent le besoin en nouveaux logements à 66* ».

##### Réponse de la CCVA :

Il est proposé de réduire la projection de croissance démographique à un niveau intermédiaire de +0,5 %/an.

##### Objectif de densification :

- « *Une densification plus ambitieuse dans les dents creuses recensées pourrait augmenter le nombre de logements potentiels et réduire le besoins en consommation foncière pour les zones d'extensions* ».

##### Réponse de la CCVA :

Il est convenu d'un effort accru de densification au sein des dents creuses en y favorisant au travers de l'adaptation du règlement la construction ou la réhabilitation de 61 logements.

##### Besoins en foncier pour l'extension :

- « *La commune prévoit une consommation foncière d'espaces naturels, agricoles et forestiers totale de 4,79 ha (sans compter les dents creuses considérées comme extension) qui n'est pas compatible avec le taux de réduction du SRADDET 2024 applicable au SCoT du PETR du Soissonnais et du Valois, et qui limite la consommation foncière de la commune à 2 ha d'ici 2031* ».

- « La mobilisation de 1,6 ha pour l'habitat apparaît surestimée au regard de l'évolution démographique. Toutefois, la prise en compte de la possibilité de densifier les dents creuses pouvant créer des logements supplémentaires ainsi que la mobilisation de la vacance longue durée, devraient être envisagées permettant ainsi de diminuer le besoins en extension ».
- « La mobilisation de 2,73 ha pour l'économie paraît ambitieuse ».

#### Réponse de la CCVA :

3 zones 1AUA à vocation habitat, pour une superficie totale de 1,05 ha, étaient prévues au PLU arrêté. Suite à la réévaluation des besoins démographique, l'objectif en matière de construction de nouveaux logements sera revu à la baisse. De ce fait la zone 1AUA rue du 6<sup>ème</sup> RI, à Longueval, sera reclassée en zone naturelle. La superficie totale des zones 1 AUA sera alors de 0,42 ha.

La zone 1AUE à vocation économique, d'une superficie totale de 0,8 ha, prévue sur Merval est maintenue. Elle répond à un besoin local clairement identifié de locaux artisanaux. Elle est inscrite dans le SCoT de la CCVA et elle est prévue au sein du futur SCoT du PETR du Soissonnais et du Valois. Par contre la surface des 2 STECAL à vocation touristique inscrits sur Villers-en Prayères (1,93 ha) sera fortement réduite.

L'objectif est de s'inscrire dans les 2 ha de consommation foncière du SRADDET 2024, pour la commune de Les Septvallons.

### **2- Remarques relatives à la compatibilité avec le SCoT**

Le PLU doit être compatible avec le SCoT et notamment sur les 2 points suivants :

- « le taux annuel de croissance démographique retenu d'ici 2040 est de 0,5 %;
- la densité moyenne pour la commune de Les Septvallons, considérée comme pôles structurants, doit être de 20 logements par hectare soit une superficie moyenne de 500 m<sup>2</sup>. »

Or le PLU ne respecte pas ces 2 prescriptions :

- « la croissance annuelle de la population prévue est de 1 % d'ici 2035, ce qui est le double de celle prévue au SCoT ;
- la densité moyenne des parcelles envisagées en dents creuses est de 692 m<sup>2</sup>, ce qui est supérieur à celle demandée par le SCoT ».

Le projet n'est pas compatible avec le SCoT

#### Réponse de la CCVA :

Comme évoqué précédemment il est proposé de réduire la projection de croissance démographique à un niveau intermédiaire de +0,5 %/an.

Une densité moyenne de 20 logements par hectare, soit une superficie moyenne de 500 m<sup>2</sup> par logement sera appliquée aux opérations en dents creuses.

La commune de Les Septvallons affirme ainsi sa volonté de s'inscrire dans une démarche exemplaire de compatibilité avec le SCoT.

### **3- Remarques visant à sécuriser juridiquement le PLU**

L'analyse des différentes pièces du dossier a abouti à un certain nombre de remarques.

Dans la partie diagnostic :

- « Au paragraphe 4.3.3.1 - Captage en eau, il faudra préciser si l'alimentation en eau potable est suffisante pour la croissance de la population envisagée d'ici 2035 ;
- « Au paragraphe 4.3.3.2 – Assainissement, il conviendra de préciser que les nouvelles constructions en zone de remontée de nappe phréatique doivent s'assurer que la nature du sol accepte les systèmes autonomes par infiltration ».

Réponse de la CCVA :

Le diagnostic sera complété en ce sens.

Dans la partie justification :

- « Au paragraphe 2.4.1 - Axe 1, la consommation foncière des trois sites d'extension retenus est de 1 ha alors que le besoin de logement en extension est de 32 logements et que la densité retenue est de 20 log/ha ce qui donne une consommation foncière estimée à 1,6 ha pour le volet habitat. Il conviendra de modifier le paragraphe en conséquences ;
- Au paragraphe 4.1 , il convient d'intégrer les emplacements réservés dans la bilan de la consommation foncière d'ENAF ;
- Au paragraphe 5.2.3, la superficie totale des zones 1AUA est de 1,6 ha et non 1 ha comme indiqué ;
- Au paragraphe 5.2.5, certaines parcelles sont situées en secteur Nj (fonds de jardins)alors qu'elles ne sont pas rattachées à des parcelles construites ou adjacentes. Il convient de les reclasser en zone N ;
- « Au paragraphe 5.3, il convient d'intégrer les 2 STECAL dans le bilan de la consommation foncière d'ENAF ».

Réponse de la CCVA :

Les justifications seront complétés sur ces différents points.

Comme l'objectif en matière de construction de nouveaux logements sera revu à la baisse, la superficie totale des zones 1AUA sera bien de 1 ha et non de 1,6 ha.

Le bilan de la consommation foncière d'ENAF intégrera les emplacements réservés et les 2 STECAL.

Les parcelles Nj ne répondant pas aux critères de rattachement seront reclassées en zone N.

Dans la partie évaluation environnementale :

- « Au paragraphe 3.3.1 - C, il convient de limiter l'impact des nouvelles constructions possibles dans les zones à dominante humide (ZDH) pour les préserver ;
- Au paragraphe 3.4 - B , la consommation des dix dernières années est estimée à 3,05 ha, mais celle-ci n'est pas étayée par des chiffres qui démontrent cette consommation. Or le site de l'artificialisation de l'État indique que cette consommation a été de 2,25 ha ;
- Au paragraphe 3.5 - C, les eaux pluviales des constructions situées en ZDH doivent être dirigées dans le réseau collecteur. Cela signifie-t-il qu'en cas de non présence de réseau, les constructions sont interdites ?
- Au paragraphe 5.2.5, certaines parcelles sont situées en secteur Nj (fonds de jardins)alors qu'elles ne sont pas rattachées à des parcelles construites ou adjacentes. Il convient de les reclasser en zone N ;
- « Au paragraphe p.96 le titre évoque le PNR du Marquenterre – Baie de Somme. Il conviendrait de modifier le titre ».



Réponse de la CCVA :

Le règlement du PLU sera complété par des mesures spécifiques visant à renforcer les prescriptions dans les ZDH.

La méthode de calcul et les sources utilisées pour les données relatives à la consommation foncière passée seront précisées. En cas de divergence avérée, la donnée de référence de l'État sera privilégiée.

Le titre du paragraphe p.96 sera modifié.

Dans la partie PADD :

- « Au paragraphe 3.1.1, il est indiqué que les dents creuses combleront le besoin de 61 en constructions sur les 107 habitations nécessaires. Or l'étude montre que le besoin a été estimé à 97 habitations ;
- Au paragraphe 3.1.2, les OAP des zones d'extensions ne suggèrent pas la possibilité de variation de la typologie des logements ainsi qu'une fourchette de densité. De même la mixité sociale n'y est pas exprimée alors que le SCoT préconise 20 % de logements collectifs et intermédiaires et 20 % de logements aidés ;
- Au paragraphe 4.3-1, préciser le taux de renouvellement de 0,1 % pris en compte dans le PLU ;
- Au paragraphe 4.3.2, préciser que le projet prévoit la remise en état de 9 logements vacants à l'horizon 2035 ;
- « Au paragraphe 4.6, il faudrait faire référence au SRADDET Hauts-de-France approuvé en novembre 2024, qui limite la consommation foncière de la commune de Les Septvallons, à 1 ha d'ici 2035 ».

Réponse de la CCVA :

Le PADD sera amendé sur les points suivants : nombre de logements nécessaires, nombre de logements vacants remis en état, référence au SRADDET.

Le taux de renouvellement de 0,1 % sera expliqué et justifié.

Sur la question de la mixité sociale, la cible de 20 % de logements collectifs/intermédiaires et de 20 % de logements aidés constitue un objectif global pour le territoire intercommunal. En l'absence de PLH, son application mécanique à l'échelle de chaque commune de l'EPCI, et notamment sur le territoire des Septvallons n'est ni adaptée, ni pertinente compte-tenu de la structure urbaine (très majoritairement pavillonnaire), du niveau d'équipement et de la réalité du marché local du logement. Une telle application sur la commune risquerait de produire une offre inadaptée à la demande des ménages et aux capacités de gestion communale.

Dans la partie orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :

- « conformément à l'article L. 151-6-1 du Code de l'urbanisme, il conviendrait, afin d'éviter le mitage des parcelles, de proposer un calendrier entre les 3 OAP à vocation habitat ;
- compléter les trames verte et bleue par la trame noire constituée des corridors écologiques empruntés par les espèces nocturnes et caractérisés par une certaine obscurité ».

Réponse de la CCVA :

Conformément aux objectifs de limitation de la consommation foncière, seules deux zones à urbaniser seront maintenues à vocation habitat dans le PLU. Chacune d'elles vise la réalisation d'un nombre limité de logements (une dizaine au total). L'ouverture à l'urbanisation des 2 sites peut en conséquence se faire à l'horizon du PLU (2026-2035).

Les OAP seront complétées afin d'intégrer la notion de trame noire (adaptation de l'éclairage public, recommandation pour maintenir une certaine obscurité,...).

Dans la partie règlement écrit :

- « Zone UA : mettre des conditions pour les constructions à usage agricole autorisées ;
- Secteur UAzh : limiter la taille des constructions pour réduire leurs impacts et interdire l'infiltration des eaux pluviales. Pour les préserver des phénomènes de ruissellement, utilisation de matériaux insensibles à l'eau en dessous de TN +0,50m ;
- Zone UE : limiter l'emprise au sol des extensions des constructions.
- Secteur UEzh : limiter la taille des constructions pour réduire leurs impacts. Pour les préserver des phénomènes de ruissellement, utilisation de matériaux insensibles à l'eau en dessous de TN +0,50m ;
- Zone A : n'autoriser que des annexes de 20 m<sup>2</sup> et qu'une seule comme dans les autres zones. Retirer les lignes sur les secteurs à ZH dans le paragraphe sur les eaux pluviales car il n'y a pas de secteur « zh » dans la zone agricole ».

Réponse de la CCVA :

Le règlement des différentes zones sera amendé dans ce sens.

Dans la partie règlement graphique :

- « Le projet propose une trame jardin. Le tracé de cette zone doit être attaché à une parcelle construite ou adjacente. Cependant, il apparaît que des parcelles qui sont éloignées des constructions sont placées en zone Nj. Cela entraîne des surfaces importantes pour la zone Nj, ce qui n'est pas justifié ».

Réponse de la CCVA :

Un examen du zonage sera effectué. Les parcelles Nj ne répondant pas aux critères de rattachement seront reclassées en zone N, afin de respecter la logique de protection et d'usage des zones naturelles.

Dans la partie servitudes d'utilité publique :

- Il convient de réactualiser la fiche du gestionnaire RTE, comme le demande ce dernier dans son courrier du 13 août 2025.

Réponse de la CCVA :

Afin de garantir la sécurité juridique et la clarté du document, l'ensemble des observations formulées par RTE seront reprises dans un paragraphe spécifique dans le règlement.

Les remarques de la DDT de l'Aisne sont complétées par des conseils et recommandations.

#### **4- Conseils et recommandations à prendre en compte pour une amélioration de la lisibilité et de la compréhension du document d'urbanisme**

Pour une amélioration de la lisibilité :

- « au paragraphe 1.4.1. le SRADDET des Hauts-de-France pourra être mis à jour avec les nouveaux objectifs. Il pourra ainsi aborder la question de la maîtrise de la consommation foncière d'espaces naturels, agricoles et forestiers ;



- *au paragraphe 1.4.5 il est indiqué que la commune préfère ne plus permettre l'implantation d'éoliennes au profit des autres énergies renouvelables (solaire, méthanisation) pour s'orienter vers le mix énergétique. Or, le schéma régional climat air énergie (SRE) est favorable aux éoliennes pour une grande partie de la commune ».*

#### Réponse de la CCVA :

Les objectifs du SRADDET des Hauts-de-France approuvé en novembre 2024 et la position du SRE seront rappelées dans le rapport de présentation.

#### Pour une meilleure compréhension du PLU :

- *Dans le rapport de présentation, pour le nombre d'habitants, prendre les mêmes années et les mêmes chiffres pages 30, 33 et 54 ;*
- *Mettre en cohérence le rapport de présentation et le PADD en ce qui concerne le nombre de logements en dents creuses ». et pour les logements en dents creuses ».*

#### Réponse de la CCVA :

La cohérence sur les chiffres relatifs à la démographie et aux logements potentiels dans les dents creuse sera rétablie dans l'ensemble des documents du PLU.

#### Observation du commissaire enquêteur :

La CCVA a pris en compte la majorité des observations, conseils et recommandations de la DDT de l'Aisne.

La projection de croissance démographique sera notamment réduite à un niveau intermédiaire de +0,5 %/an. La population cible sera alors de 1289 habitant en 2035. L'objectif en matière de construction de nouveaux logements sera en conséquence revu à la baisse (54 logements).

De ce fait, la zone 1AUA rue du 6<sup>ème</sup> RI, à Longueval (0,63 ha), sera reclassée en zone naturelle. La superficie totale des zones 1 AUA ne sera alors plus que de 0,42 ha. La zone artisanale (1AUE) d'une superficie totale de 0,8 ha, prévue sur Merval est maintenue. Par contre la surface des 2 STECAL à vocation touristique inscrits sur Villers-en Prayères sera réduite à 0,8 ha

Au final, la consommation d'ENAF du PLU s'inscrira dans l'enveloppe de 2 ha maximum à l'horizon 2031 calculée en 2024 dans le cadre de la modification n°1 du SRADDET des Hauts-de-France pour atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050.

#### ✓ Le 13 août 2025, Réseau de transport d'électricité (RTE) a rendu son avis

Le Centre Développement Ingénierie Lille de RTE a constaté que les 2 lignes aériennes, de 225 000 et 63 000 Volts, qui traversent le territoire, ont été correctement reportées sur le plan et la liste des servitudes annexée au projet de PLU, mais il demande de préciser dans le règlement les mentions suivantes :

#### Dans les dispositions générales :

- *« Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des équipements d'intérêt collectif et services publics (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées (4° de l'article R. 151-28 du même Code). À ce titre, nos ouvrages correspondent à*

*des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article ».*

Dans les dispositions particulières relatives aux zones A et N :

Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- *« Les constructions et installations nécessaires aux services publics d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ».*

Hauteur des constructions

- *« La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ».*

Prospect et implantation

- *« Les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité HTB faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnées dans la liste des servitudes ».*

Exhaussement et affouillement de sol

- *« Les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ».*

Réponse de la CCVA :

Afin de garantir la sécurité juridique et la clarté du document, l'ensemble des observations formulées par RTE seront reprises, dans un paragraphe spécifique, dans le règlement.

✓ Le 15 septembre 2025, la chambre d'agriculture de l'Aisne a rendu son avis

La chambre d'agriculture est favorable au projet de PLU, sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :

- *« l'objectif de consommation foncière est nettement supérieur aux orientations définies par la loi Climat et Résilience »* mais la commune de Les Septvallons a : *« le statut particulier de commune nouvelle »* ;
- *« des surfaces agricoles apparaissent en espaces boisés classés (EBC) »* ;
- *« il apparaît important que la hauteur maximale des constructions destinées à une activité agricole passe de 12 à 15 mètre en zone agricole ».*

Réponse de la CCVA :

Le statut de commune nouvelle présente en effet une spécificité liée à la fusion récente de plusieurs communes déléguées ce qui entraîne des ajustements particuliers, tant sur la gestion des réserves foncières que sur l'appréhension du tissu urbain de façon adaptée aux réalités locales. Pour s'inscrire dans le respect des orientations portées par la loi Climat et

Résilience, un travail complémentaire sera néanmoins engagé afin d'affiner le calcul de la consommation foncière du projet de PLU.

Si nécessaire les surfaces agricoles apparaissant en EBC seront reprises en zone A, afin de maintenir l'équilibre entre préservation des espaces boisés et maintien de la vocation agricole.

La hauteur des bâtiments agricoles autorisés en zone A pourra être rehaussée à 15 mètres maximum, pour s'adapter aux dimensions des engins et des matériels agricoles.

- Le 7 octobre 2025, La Commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF) de l'Aisne a rendu son avis

Les membres de la CDPENAF, lors de la séance du 23 septembre 2025 ont émis des avis favorables à l'unanimité :

- pour les deux STECAL au titre de l'article L. 151-13 du CU ;
- pour les changements de destination des bâtiments agricoles ;
- pour les dispositions du PLU concernant le règlement de la zone A.

Ce dernier est néanmoins assortis de 2 réserves :

- « des parcelles agricoles ont été classées en EBC alors qu'elles sont cultivées : il conviendrait de les classer en zone A ;
- une hauteur maximum de 15 m, au lieu de 12 m, est préconisée pour les bâtiments agricoles : il conviendrait de modifier le règlement ».

#### Réponse de la CCVA :

Elles sont identiques à celles apportées, ci-dessus, pour les mêmes remarques émises par la chambre d'agriculture de l'Aisne.

- Le 24 octobre 2025, le Conseil départemental de l'Aisne - Direction de la voirie départementale a rendu son avis

La Commission permanente du Conseil départemental s'est prononcée favorablement sur le projet de PLU, sous réserve des observations suivantes :

#### Au titre de la voirie départementale :

- « Il ne serait pas judicieux de créer un accès du sentier des Roches », qui traverse l'OAP n°1 à vocation d'habitat Longueval – rue du 6<sup>ème</sup> RI, sur la route départementale (RD) 967, « qui supporte un trafic de 1533 véhicules/jour dont 7 % de poids lourds, présente une pente importante (10%) et un virage susceptible d'obérer les distances de visibilité en sortie ».
- Compte tenu de la configuration des lieux et du trafic supporté » par la RD 21 (1430 véhicules/jour dont 8 % de poids lourds) l'aménagement d'accès multiples à l'OAP n°4 à vocation économique Merval – route de Fisme, « ne paraît pas pertinent. Cette parcelle est également accessible depuis la RD 211 et le chemin rural Au dessus du Bois brûlé ».

#### Au titre du plan départemental d'itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) :

- « Il serait opportun que les deux chemins de randonnées du PDIPR soient identifiés sur les plans ».

#### Réponse de la CCVA :

Pour l'OAP n°1, la collectivité partage les préoccupations liées à la sécurité routière et à l'accessibilité. La zone à urbaniser sera reclassée en zone naturelle.

Pour l'OAP n°4, les points d'accès depuis la RD 21 seront limités. Ceux depuis la RD 211 et le chemin rural Au dessus du Bois Brûlé seront indiqués comme des alternatives.

Le plan de zonage n'a pas vocation à reprendre l'ensemble des éléments informatifs du territoire. Les chemins de randonnées du PDIPR sont intégrés dans les annexes du PLU (6.3 : Informations diverses).

✓ Le 29 juillet 2025, le centre national de la propriété forestière (CNPF) a rendu son avis

Le CNPF n'a pas fait de remarque spécifique et a transmis une note relative à l'intégration des espaces boisés dans les PLU et les PLUi.

✓ Le 23 juillet 2025, La Direction interdépartementale des routes (DIR) Nord a rendu son avis

La DIR Nord est favorable à la mise à jour du PLU.

Observation du commissaire enquêteur :

Conformément à l'alinéa 4° de l'article R. 123-8 du CE, Le bilan de la consultation des PPA était joint au dossier d'enquête. Le public pouvait ainsi prendre connaissance de leurs avis. La CCVA a pris en compte l'ensemble des observations, conseils et recommandations des PPA notamment celles de la Direction de la voirie départementale en matière de sécurité routière ou de la chambre d'agriculture sur les surfaces agricoles apparaissant en EBC et la demande d'autoriser le rehaussement à une hauteur maximum de 15 m au lieu de 12 m les bâtiments agricoles.

## 2. ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

### 2.1 Désignation du commissaire enquêteur

Par décision E25000167/80 en date du 25 octobre 2025, Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens m'a désigné comme commissaire enquêteur (Cf. Annexe 1).

#### Commentaire du commissaire enquêteur

N'ayant aucun intérêt direct ou indirect, ni avec la commune de Les Septvallons ou la Communauté de communes du Val de l'Aisne, ni au regard du projet de PLU, j'ai accepté les fonctions de commissaire enquêteur pour cette enquête publique.

### 2.2 Modalités de l'enquête publique

#### ✓ Réunion en mairie de Les Septvallons le 10 novembre 2025

L'organisation de l'enquête, les dates et horaires des permanences et les modalités pratiques de réception du public ont été définies lors d'une réunion en mairie des Septvallons, le 10 novembre 2025, en présence de monsieur Alain COLPART le maire, de monsieur Bruno PEQUIN, son adjoint en charge du PLU, de Madame Marie-Claude LAINÉ 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente communautaire en charge de l'urbanisme et de l'habitat, de monsieur Cédric DUPONT, responsable du pôle urbanisme et aménagement de la CCVA, de monsieur Benjamin VANDEWALLE, chef de projet du cabinet VERDI Conseil et de moi-même.

J'ai reçu ce jour-là le dossier de projet de PLU en format numérique.

#### ✓ Arrêté d'organisation

L'arrêté de mise à l'enquête publique a été signé par le Président de la CCVA le 19 novembre 2025 (Cf. Annexe 2).

Le public pouvait consulter le dossier et présenter ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres aux heures habituelles d'ouverture de la mairie de Les Septvallons à Longueval-Barbonval (le mardi : de 14H45 à 16H45 et le jeudi : de 16H00 à 18H00) et au siège de la CCVA - 20 ter, rue de Bois Morin à Presles-et-Boves (du lundi au vendredi : de 9H00 à 12H00 et de 13H00 à 17H00).

Les observations du public pouvaient également être formulées par courrier à mon attention adressé à la mairie des Septvallons - 8, rue du Chemin des Dames - Longueval-Barbonval 02160 LES SEPTVALLONS.

Les dates des 4 permanences ont été définies en accord avec le maire, en retenant des créneaux qui puissent convenir au plus grand nombre d'habitants :

1. Le lundi 15 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures (ouverture de l'enquête)
2. Le samedi 20 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures
3. Le mercredi 7 janvier 2026 de 14 heures à 17 heures
4. Le samedi 17 janvier 2026 de 9 heures à 12 heures (clôture de l'enquête).

✓ Ouverture de l'enquête publique

J'ai fourni à la commune et à la CCVA 1 registre d'enquête de 20 feuillets, préparé et relié par mes soins. Les dossiers d'enquête, que j'ai contrôlés, ainsi que les registres côtés et paraphés le 15 décembre 2025, avant l'ouverture de l'enquête publique, ont été mis à disposition du public pendant toute la durée de cette dernière.

## 2.3 Visite des lieux

✓ Visite de la commune le 10 novembre 2025

Monsieur Alain COLPART m'a fait visiter la commune nouvelle de Les Septvallons. J'ai pu ainsi prendre connaissance des spécificités des 7 communes déléguées, qui la composent, et m'attarder sur les secteurs, qui ont fait l'objet de débats ou d'observations au cours de l'élaboration du projet de PLU et de la concertation préalable.

## 2.4 Concertation préalable

Depuis la délibération municipale de prescription de la révision totale du PLU en date du 21 février 2022, la concertation avec la population a revêtu différentes formes :

- mise à disposition du public d'un dossier alimenté par les documents élaborés à mesure de l'avancée de la procédure par le cabinet VERDI Conseil et d'un registre destiné à recueillir les observations ;
- 2 articles publiés dans la presse locale les 16 et 28 janvier 2025 ;
- affichage de 3 panneaux présentant : la procédure, la synthèse du diagnostic et les grands enjeux identifiés pour le territoire ;
- organisation le 8 avril 2025 d'une réunion avec les associations et les groupes économiques afin d'échanger sur leurs projets et leurs besoins immobiliers ou foncier ;
- 2 réunions publique d'information les jeudi 30 janvier 2025 à 18H30 et mardi 4 février 2025 à 1830 à la salle polyvalente de Longueval
- 2 permanences organisées par le maire le 19 avril et le 19 mai 2025.

Par ailleurs, les habitants ont eu la possibilité d'écrire au maire par courrier ou par mail.

Le public a été informé de l'avancée de la démarche et de la tenue des 2 réunions publiques via des affichages apposées dans les lieux publics, notamment les mairies annexes et les abribus, ainsi qu'une distribution toute boîte aux lettres.

Une personne a fait une observation sur le registre. 4 se sont déplacées pour échanger avec le maire. Une trentaine de personnes se sont déplacées pour assister aux réunions (20 personnes pour la première et 10 pour la seconde). Aucun mail ni courrier n'a été reçu.

Les observations concernent les thèmes suivants :

- la possibilité de renforcer le développement économique du territoire ;
- les conséquences de l'homogénéisation des règles d'urbanisme, sur l'ensemble des communes (2 sur 7 étant déjà couvertes par un PLU) ;
- l'application locale de la loi Climat et Résilience, qui vise à atteindre le ZAN à l'horizon 2050 ;
- l'encadrement de l'implantation des éoliennes ;
- le souhait de pouvoir consulter les documents du PLU avant son adoption.

#### Commentaire du commissaire enquêteur :

Le bilan de la concertation était joint au dossier d'enquête publique. Les 3 panneaux présentant la procédure, la synthèse du diagnostic et les grands enjeux identifiés pour le territoire étaient affichés dans la salle du Conseil municipal. Elle a sans doute joué un rôle important dans la sensibilisation des habitants de Les Septvallons à la procédure d'élaboration du premier document d'urbanisme de la commune nouvelle.

## **2.5 Information du public**

### ✓ Affichage

Un avis au public reprenant les grandes lignes de l'arrêté (Cf. Annexe 3) a été affiché à la mairie des Septvallons (Longueval-Barbonval), dans les 6 mairies annexes (Glennes, Merval, Perles, Révillons, Vauxcéré, Villers-en-Prayères) et au siège de la CCVA (Presles-et-Boves). À la clôture de l'enquête publique, le Maire de Les Septvallons et le Président de la CCVA ont rédigé des certificats d'affichage (Cf. Annexe 4).

### ✓ Publicité légale

La publication dans la presse (Cf. Annexe 5) a été effectuée au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête dans :

- ↳ « *L'Union* » du vendredi 28 novembre 2025,
- ↳ « *L'Aisne Nouvelle* » du samedi 29 novembre 2025.

Cette publication a été renouvelée dans les huit jours suivant l'ouverture de l'enquête dans :

- ↳ « *L'Union* » du lundi 22 décembre 2025 ?
- ↳ « *L'Aisne Nouvelle* » du lundi 22 décembre 2025.

### ✓ Autres mesures de publicité

L'avis d'enquête publique a été distribué par madame Blandine GRUNDELER (maire déléguée) dans les boîtes aux lettres de la commune de Villers-en-Prayères avant le début de l'enquête.



Il a également été publié pendant toute la durée de l'enquête publique sur :

- les sites officiels de la commune de Les Septvallons et de la CCVA
- sur la page Facebook de la commune des Septvallons,
- sur l'application Panneau Pocket.

✓ Enquête dématérialisée

L'ordonnance 2016-1060 du 3 août 2016 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, et complétée par le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017. Certaines dispositions du CE relatives à l'enquête publique ont été modifiées, dont la prise en compte obligatoire de la généralisation de l'usage de la voie dématérialisée.

La CCVA a respecté cette nouvelle obligation, le dossier du projet de PLU ayant été publié sur son site <https://urba.cc-valdeaisne.fr/enquete-publique/plu-les-septvallons/> et sur le registre dématérialisé <https://www.spl-xdemat.fr/Xenquetes/enquete/elaboration-du-plan-localdurbanisme-plu-de-la-commune-des-septvallons-459.html>

Le public a eu la possibilité de déposer ses observations sur ce dernier ou par courriel via une boîte mail dédiée à l'enquête publique [plu-les-septvallons@googlegroups.com](mailto:plu-les-septvallons@googlegroups.com) pendant toute sa durée.

L'arrêté communautaire de mise à l'enquête publique du 19 novembre 2025 a détaillé les modalités de l'enquête dématérialisée (Cf. Annexe 2).

Commentaire du commissaire enquêteur :

4 courriels ont été relevés sur la boîte mail dédiée. Du lundi 15 décembre 2025, 9H00 au samedi 17 janvier 2026, 12H00, il y a eu 290 consultations du dossier d'arrêt de projet sur le registre numérique et 3 observations. Il faut cependant noter que l'une des observations y a été enregistrée, le 16 janvier 2026, à 2 reprises, à quelques secondes d'intervalle (16:04:01 et 16:04:49).

## 2.6 Déroulement des permanences

J'ai pu effectuer mes permanences dans de bonnes conditions matérielles, la salle du Conseil étant mise à ma disposition, adaptée à la réception du public, et accessible aux personnes à mobilité réduite. Le public pouvait accéder facilement au dossier et faire part de leurs observations.

Compte tenu des conditions météorologiques, la permanence du mercredi 7 janvier 2026 a été reportée au mardi 13 janvier 2026, de 14H00 à 17H00. Météo-France avait en effet placé le département en vigilance orange pour le risque neige/verglas pour la journée du mercredi 7 janvier 2026 à compter de 6H jusqu'à 18H.

Dans son communiqué de presse du mardi 6 janvier 2026, Madame la Préfète de l'Aisne avait recommandé vivement aux Axonais : « *d'anticiper ou reporter leur déplacements et, si possible, de privilégier le télétravail* ».



Conformément à l'article L. 123-10 du CE le report de la permanence (date, horaires, lieu) a été porté à la connaissance du public par affichage à la Mairie, sur le site de la CCAV (Cf. Annexe 6) et sur l'application Panneau Pocket.

## **2.7 Incidents relevés en cours d'enquête**

Aucun incident n'a été relevé au cours de l'enquête, ni pendant les permanences, ni pendant les heures d'ouverture au public à la mairie.

### Observation du commissaire enquêteur :

Une consultation du public au titre d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à enregistrement, pour le projet d'élevage de 40 000 poules pondeuses de la société civile d'exploitation agricole (SCEA) Saint Pierre, à Barbonval et Serval s'est déroulée concurremment à l'enquête publique du PLU, du samedi 20 décembre 2025 au mardi 20 janvier 2026 inclus dans les communes de Les Septvallons et de Serval. Il n'y a eu aucune confusion dans le public entre les 2 consultations.

## **2.8 Climat de l'enquête**

L'enquête a été calme vu le faible nombre de participants (18 personnes, dont 15 se sont déplacées pour les permanences). La coopération des élus des Septvallons est à souligner en ce qui concerne l'ouverture de la mairie, pour la tenue des permanences les samedi..

## **2.9 Clôture de l'enquête**

A la fin de la dernière permanence, le samedi 17 janvier 2026 à 12 heures, comme prévu, j'ai clos le registre d'enquête publique (Cf. Pièces jointes) ; 4 observations y ont été inscrites, 3 courriers ont été annexés et 4 courriels relevés sur la boîte mail.

J'ai clos ultérieurement le registre d'enquête situé au siège de la CCVA, qui m'a été remis par Monsieur Cédric DUPONT (Cf. Pièces jointes). Aucune observation n'y a été inscrite ou transcrite.

3. ANALYSE DES OBSERVATIONS

3.1 Bilan comptable des observations

Permanences	Noms	Observation registre (R)	Observation orale (Ob)	Mail (M)	Courrier (C)	Registre numérique (N)
1 <sup>ère</sup> permanence lundi 15 décembre 2025	Claude DELAHAUTEMAISON	0	0	0	0	0
	Blandine GRUNDELER	2	0	0	0	0
	Yves et France MENU	0	5	0	0	0
19/12 /2025 15:25	Sophie GUIDONI	0	0	1	0	0
2 <sup>ème</sup> permanence samedi 20 décembre 2025	Clément MAUFENE-GAMBIER et Vincent LAMBERT	0	2	0	0	0
	Véronique POTTEL	0	0	0	0	0
3 <sup>ème</sup> permanence mardi 13 janvier 2026	M. LEBOUQC	0	0	0	0	0
14/01/2026 08:59	Jean-Michel PAYMAL	0	0	1	0	0
14 janvier 2026 08:51:40	Jean-Michel PAYMAL	0	0	0	0	1
16 janvier 2026 16:04:01	Jean-Pierre STEMPEL	0	0	0	0	1
16/01/2026 19:18	C. MAUFENE-GAMBIER	0	0	1	0	0
16/01/2026 20:07	Antoine HACARD	0	0	1	0	0
4 <sup>ème</sup> permanence samedi 17 janvier 2026	Marc DELGADO	1	0	0	0	0
	Mme JOURDAN	0	0	0	0	0
	Jean MANSUELLE	0	0	0	0	0
	Jacky BAUQUAIRE	1	0	0	0	0
	Yves et France MENU	0	0	0	2	0
	Annie BECRET	0	0	0	0	0
	Michel HUET	0	0	0	1	0
TOTAL	18 personnes	4	7	4	3	2

### 3.2 Dépouillement et synthèse de toutes les observations

Thème	Requérants
Demandes de modifications du règlement	Mme Blandine GRUNDELER (R1)
	M. Yves MENU (C1)
	Mme Sophie GUIDONI (M1)
Demandes de modifications de zonage	M. Marc DELGADO (R3)
	M. Jacky BAUQUAIRE (R4)
	M. Yves MENU (C1 et Ob2)
Demandes de modifications de prescriptions	Mme Blandine GRUNDELER (R2)
	M. Yves MENU (C1 et Ob1)
	M. Antoine HACARD (M3)
Documents graphiques	M. Yves MENU (C1)
Parc éolien de Perles	Jean-Michel PAYMAL (M2 et N1)
	M. Yves MENU (C2 et Ob5)
	Mme France MENU (C3 et Ob3,4,5)
	Michel HUET (C1)
	M. Jean-Pierre STEMPEL (N2)
Énergies renouvelables	M. Jean-Pierre STEMPEL (N2)
AOC « Champagne »	MM. Clément MAUFRESNE-GAMBIER et Vincent LAMBERT (M4 et Ob6,7)

### 3.3 Procès-verbal de synthèse

Le 23 janvier 2026, j'ai présenté mon procès-verbal de synthèse, en mairie, à monsieur Alain COLPART le maire, monsieur Bruno PEQUIN, son adjoint en charge du PLU, Madame Marie-Claude LAINÉ, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente communautaire en charge de l'urbanisme et de l'habitat, monsieur Cédric DUPONT, responsable du pôle urbanisme et aménagement de la CCVA, et monsieur Benjamin VANDEWALLE, chef de projet du cabinet VERDI Conseil (Cf. Annexe 7).

### 3.4 Mémoire en réponse

Le 30 janvier 2026, la CCVA m'a transmis, par courriel, son mémoire en réponse (Cf. Annexe 8).

### 3.5 Analyse des thèmes

Chaque thème énoncé dans le procès-verbal de synthèse comporte plusieurs observations détaillées ci-dessous. Les réponses de la CCVA apparaissent « in extenso » en lettres italiques bleues.

#### 3.5.1. Demandes de modifications du règlement

- (R1a) *« Autorisation dans la zone U des abris à chevaux et des constructions nécessaires au stockage des fourrages dans la limite d'une emprise maximale de 90 m<sup>2</sup> par unité foncière, à condition qu'ils ne portent pas atteinte à l'activité agricole ni à la qualité paysagère du lieu ».*

#### Mémoire en réponse de la CCVA :

*La zone U du PLU est principalement destinée à l'habitat, aux équipements collectifs et aux activités compatibles avec le tissu urbain. Les abris à chevaux et les constructions de stockage agricole sont en général réservés aux zones agricoles (zone A) ou naturelles (zone N) afin de préserver la vocation résidentielle de la zone urbaine et d'assurer une bonne intégration urbaine.*

*Par ailleurs, une réponse à une question écrite publiée au JO de l'Assemblée nationale confirme que les zones U n'ont pas vocation à accueillir des abris à chevaux (QE n°5500, 25/09/2012).*

*Ainsi, un ajout spécifique pour permettre ce type de constructions en zone U pourrait introduire un risque de dévoiement de la vocation urbaine de ces secteurs et entrer en contradiction avec l'équilibre fixé par le projet d'aménagement.*

*Cette proposition ne peut donc pas être retenue en l'état.*

#### Commentaire du commissaire enquêteur :

*Je prends acte de l'impossibilité réglementaire d'accueillir des abris à chevaux et des constructions de stockage agricole dans les zones U. La réponse à la question écrite n°5500 du 25 septembre 2012 a été publiée au JO de l'Assemblée nationale du 20 novembre 2012, page 6771.*

- (R1b) « Autorisation dans la zone A, sauf Aa et Av des abris à chevaux, même si il n'y a aucun lien avec les activités agricoles »

Mémoire en réponse de la CCVA :

La zone A du PLU est dédiée prioritairement à l'activité agricole, dans le but de préserver la viabilité et la pérennité des exploitations. Les constructions autorisées en zone A doivent ainsi répondre à un besoin en lien direct avec l'exploitation agricole.

Par ailleurs, une réponse à une question écrite publiée au JO de l'Assemblée nationale montre qu'un particulier ne peut obtenir une autorisation d'urbanisme lui permettant la construction d'abris à chevaux dans une zone classée A d'un PLU s'ils ne sont pas considérés comme des constructions nécessaires à une exploitation agricole, en distinguant bien l'activité équestre agricole et l'activité équestre privé (QE n°7029).

Ainsi, l'ouverture généralisée à des abris à chevaux sans relation avec une activité agricole créerait un risque de multiplication de constructions non agricoles, remettant en cause l'objectif de préservation de la vocation agricole des terres.

Cette demande ne peut donc pas être retenue.

Commentaire du commissaire enquêteur :

Je prends acte de l'impossibilité de construire des abris à chevaux dans une zone classée A si ces constructions ne sont pas nécessaires à une exploitation agricole. La réponse à la question écrite n°7029 du 16 octobre 2012 a été publiée au JO de l'Assemblée nationale du 11 décembre 2012, page 7381.

- (C1) Il existerait des dérogations possibles : « quant à la hauteur des constructions. Selon quelle nature de construction et dans quelles limites de hauteur ? »

Mémoire en réponse de la CCVA :

Aucune dérogation générale n'est prévue. Ces cas sont précisés dans le règlement écrit.

A ce titre, la collectivité invite le pétitionnaire à consulter le règlement dans la partie « hauteur maximale des constructions » pour pouvoir prendre connaissance de ces dérogations adaptées selon les différentes zones du dispositif réglementaire.

Plus précisément, le règlement est rédigé ainsi : « Des implantations différentes de celles prévues au sein des règlements de zones peuvent être admises dans les cas suivants :

- Pour la réfection, l'adaptation ou le changement de destination des constructions ou installations existantes dont la hauteur excède celle autorisée dans la zone. Dans ce cas, la hauteur maximale se limite à la hauteur d'origine des constructions.
- Pour les extensions de constructions ou d'installations existantes dont la hauteur excède celle autorisée dans la zone. Dans ce cas, la hauteur maximale se limite à celle de la construction ou de l'installation à laquelle l'extension se rattache.
- Pour la reconstruction à l'identique en cas de sinistre.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux équipements publics et/ou d'intérêt collectif ».

Commentaire du commissaire enquêteur :

Les précisions apportées par la CCVA me semblent répondre aux demandes du requérant.

- (M1) « *Intégration dans le règlement des dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité* » : telles qu'elles ont été précisées dans l'avis de RTE adressé le 13 août 2025, à la DDT de l'Aisne, dans le cadre de la consultation des Personnes Publiques Associées (PPA) sur le projet de PLU arrêté.

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Comme précisé dans le bilan de la consultation des PPA, afin de garantir la sécurité juridique et la clarté du document, l'ensemble des observations formulées par RTE seront reprises dans un paragraphe spécifique dans le règlement.*

*Ces précisions permettront d'assurer la prise en compte de la réglementation applicable aux ouvrages et réseaux, tant en ce qui concerne le statut d'équipement d'intérêt collectif que les modalités d'implantation, de hauteur, ou de gestion des servitudes et travaux annexes.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

La réponse à cette demande de RTE a en effet déjà été donnée dans le bilan de la consultation des PPA annexé au dossier d'enquête.

**3.5.2. Demandes de modifications de zonage**

- (R3) Déclassement total ou partiel de la parcelle n°231, rue du Vieux Moulin à Villers-en-Prayère, cadastrée commune de Les Septvallons : feuille 811 A 04 de la zone Nj et reclassement en zone UA, afin : « *de pouvoir y réaliser une petite construction* ».

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Le classement actuel de la parcelle 231 en zone Nj vise à préserver les espaces naturels et à limiter l'ouverture à l'urbanisation sur des secteurs sensibles. La parcelle est située en dehors de la trame urbaine.*

*La demande de reclassement en zone urbaine ne peut donc être retenue car elle ne permet pas de garantir la préservation des espaces naturels et agricoles du territoire (consommation foncière supplémentaire si le site était retenu).*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Je prends acte des arguments, qui ne permettent pas de répondre favorablement à la demande de déclassement de la parcelle n°231 de la zone Nj et de son reclassement en zone UA.

- (R4) Déclassement de la parcelle, ruelle Morand à Longueval, cadastrée commune de Les Septvallons : ZE 163, de la zone Nzh et reclassement en zone UAzh afin : « *d'y réaliser plusieurs maisons en prenant des précautions pour lutter contre les remontées d'humidité* », « *le terrain étant desservi par des voies et des réseaux sur 2 côtés* ».

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Le classement actuel de la parcelle ZE 163 en zone Nzh vise à préserver les milieux humides, qui présentent un fort enjeu*



*écologique et fonctionnel, notamment les zones à dominante humide identifiées dans le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux).*

*Ces espaces jouent un rôle essentiel dans la gestion des eaux, la biodiversité et la prévention des risques naturels. Aussi le SDAGE demande une préservation des zones à dominante humide.*

*La desserte par la voirie et les réseaux ne constitue pas à elle seule un critère suffisant pour autoriser l'urbanisation de tels secteurs.*

*La demande ne peut donc être retenue, dans un souci de préservation des zones humides et en cohérence avec les objectifs du PADD et la réglementation environnementale.*

*De plus, le maintien d'un tel secteur en zone UA serait comptabilisé par les services de l'État comme de la consommation foncière supplémentaire.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

*Je prends acte des arguments, qui ne permettent pas de répondre favorablement à la demande de déclassement de la parcelle ZE 163 de la zone Nzh et son reclassement en zone UAzh. La demande du SDAGE est en effet totalement légitime au regard de la sauvegarde du milieu et de la maîtrise du risque inondation.*

- (C1 et Ob2) Élargissement de la zone UA autour de la maison située 1, rue de l'église à Vauxcéré, sur la parcelle cadastrée commune de Les Septvallons : B 357. Celui-ci serait : « de 16 mètres vers l'église et la ferme et de 9 mètres vers la rue du Château », afin de pouvoir construire une extension de cette maison dans une zone non humide.

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Le zonage sera modifié en ce sens : l'extension de la zone UA sera limitée à la partie nord et ouest de la parcelle concernée, comme demandé par le pétitionnaire, afin de permettre une évolution maîtrisée de la construction existante (la partie sud présentant un caractère humide et donc non constructible). Cette adaptation permet de répondre au besoin d'évolution résidentielle tout en garantissant la protection des milieux humides, en cohérence avec les objectifs du PLU et du PADD.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

*Donc acte.*

### **3.5.3. Demandes de modifications de prescription**

- (R2) Les deux STECAL inscrits sur la commune de Villers-en-Prayères répondent à l'objectif de développement du tourisme vert de court séjour inscrit dans le PADD du PLU. « La consommation foncière n'est pas de même nature que celle de projets immobiliers ». La surface d'emprise de la STECAL sur l'étang de la Cère pourrait être diminuée.

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Toute consommation d'espace, qu'elle soit liée à des projets résidentiels ou d'hébergement touristique, doit demeurer raisonnée au regard de la maîtrise de l'artificialisation des sols imposée par la législation (loi Climat et Résilience). Le classement en STECAL ne doit donc concerner que des secteurs justifiés et maîtrisés, à faible*

*impact, et assortis de prescriptions permettant de garantir l'intégration paysagère et la limitation de l'emprise au sol.*

*Ainsi, comme précisé dans le bilan des avis des Personnes Publiques Associées et suite aux observations de la DDT, la surface sera fortement réduite sur le projet d'écodoges, témoignant de la volonté de la commune à répondre aux enjeux de sobriété foncière et à protéger les milieux naturels.*

*L'objectif est bien de s'inscrire dans la compatibilité avec le SRADDET (2 ha au total de consommation foncière).*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Donc acte même si on peut regretter l'absence de précision sur l'ampleur de la réduction de la surface de la STECAL de la Cère..

- (C1 et Ob1) Classification en bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination du corps de ferme situé au 3, rue de l'église à Vauxcéré afin de permettre son évolution et garantir ainsi leur entretien et sa pérennité. Situés à proximité de l'église classée : *« les bâtiments de caractère sont rescapés des deux guerres ».*

Mémoire en réponse de la CCVA :

*L'ensemble des bâtiments de la ferme présentant un intérêt architectural ou patrimonial (rescapé des deux guerres) et situés à proximité de l'église classée, seront identifiés comme pouvant changer de destination, dans le respect des prescriptions architecturales, patrimoniales et de protection du site.*

*Une fiche sera ajoutée en conséquence dans le document « Justification du PLU ».*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Donc acte.

- (M3) Suppression des emplacements réservés (ER) 8 et 9 inscrits pour la création d'accès piétonnier, sur les parcelles du lieu dit la Cour de la Cense, à Glennes, cadastrées commune de Les Septvallons : AB 339, 340, 342 et 319. *« Compte tenu du reclassement de ces parcelles en jardins et terres agricoles la création de ces 2 chemins piétonniers n'a aucun intérêt pour la population ».* Par ailleurs : *« l'aménagement du chemin ER8 poserait un problème de sécurité, du fait du risque d'effondrement du talus situé en contrebas des parcelles AB 319 et 339 »*

Mémoire en réponse de la CCVA :

*La collectivité a pris en compte les arguments avancés concernant la suppression des emplacements réservés ER8 et ER9 (reclassement des parcelles en espaces agricoles et de jardins, le faible intérêt des accès piétonniers concernés, risque de sécurité résultant du talus présent sur les parcelles AB339 et 319 ;*

*La demande est donc acceptée : les emplacements ER8 et ER9 seront supprimés pour le dossier d'approbation du PLU, conformément à la volonté de la commune et dans le respect des considérations techniques et d'usage exposées.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Donc acte. La surface des ER inscrits en zones A ou N passe en conséquence de 0,3 à 0,1 ha ce qui correspond à une diminution de la consommation d'ENAF.

### 3.5.4. Documents graphiques

- (C1) « Vauxcéré est reconnue pour comporter au creux de sa falaise des creuttes ou grottes. Il serait important de les mentionner et par ailleurs, n'existe-t-il pas un recensement avec cartographie obligatoire de celles-ci via le PLU ? »

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Le PLU n'a pas vocation à faire une étude pour recenser ces grottes mais si une étude existe (ce qui n'est pas le cas), elle peut être intégrée dans le diagnostic du PLU.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Il existe d'autres sources d'information que le PLU pour répondre à la question du requérant. L'inventaire des cavités souterraines, géré par le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et intégré au portail georisques.gouv.fr, recense les cavités connues en France. Cette base de données géotechniques repose sur des études historiques, es relevés de terrain et des signalements.

### 3.5.5. Parc éolien de Perles

- (M2 et N1) Le requérant s'interroge car dans la partie environnementale, il est précisé que : « *dans le cas d'énergie renouvelables, il y a possibilité de déroger aux règles de gabarit et d'implantation* ». Ainsi, les éoliennes actuelles pourraient être remplacées par des modèles bien plus imposants générant plus d'inconvénients (pollution visuelle, bruit, effets stroboscopiques...).

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Il est précisé que seule la réglementation inscrite dans le règlement du PLU s'impose juridiquement. Or, le règlement du PLU spécifie que la dérogation pour les énergies renouvelables ne concerne pas les règles de gabarit et d'implantation, mais bien uniquement les règles d'insertion architecturale, urbaine et paysagère (façades, toitures, clôtures).*

*Une correction sera apportée dans l'évaluation environnementale du PLU pour clarifier ce point et éviter toute ambiguïté.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Ces précisions et la correction apportée à l'évaluation environnementale du PLU me semblent répondre aux interrogations du requérant.

- (C1, C2 et Ob 4 Le site du Mont-Notre-Dame et celui du Chemin des Dames sont répertoriés comme paysages remarquables et : « *font partie des enjeux de préservation des paysages de plateau dans le développement éolien dans le SCoT* ». Ceci n'est pas relevé dans le PLU.

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Le PLU s'attache à préserver les paysages remarquables, notamment ceux identifiés dans les documents supra-communaux comme le SCoT.*

*Ces éléments pourront être précisées dans le rapport de présentation du PLU.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Les sites paysagers remarquables comme le Chemin des Dames ou Mont-Notre-Dame sont en effet répertoriés dans l'inventaire des paysages de l'Aisne publié en 2004, par le conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).

- (C1, C2, C3, M2, N1, N2, Ob5) L'hypothèse que les éoliennes du parc de Perles soient remplacées, un jour, par des modèles plus importants est récusée du fait des impacts soulignés (effets stroboscopiques, nuisances sonores, interférences sur le signal télévisuel), qui s'en trouveraient alors décuplés.

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Sans objet.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Ce point ne fait pas l'objet de la présente élaboration du PLU de la commune de Les Septvallons.

Dans une circulaire NOR : TECP252464C du 5 septembre 2025 publiée au JO le 11 septembre 2025, le ministère de la Transition écologique rappelle que le cadre réglementaire actuel permet le traitement des modifications du parc, et donc le renouvellement, en application de l'article L. 181614 du CE.

Dans cette circulaire, le ministère établit les critères et seuils d'appréciation permettant de juger du caractère substantiel de la modification, qui décide de la nécessité d'une nouvelle autorisation ou non.

### 3.5.6. Énergies renouvelables

- (N2) Le requérant estime que la méthanisation présente une menace pour la pollution des sols et la pollution de l'air (émission de gaz à effet de serre). Il propose que les panneaux photovoltaïques soient acceptés uniquement sur les bâtiments publics (mairies, écoles...) Il ne souhaite pas voir de champs de panneaux photovoltaïques sur la commune. Enfin, il souhaite que le PLU : *« garde un esprit provincial et ne copie pas les faubourgs des grandes agglomérations »*.

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Le PLU fixe le cadre réglementaire d'occupation et d'utilisation des sols, en s'appuyant sur la législation nationale et les politiques énergétiques en vigueur, concernant l'éolien, la méthanisation et les panneaux photovoltaïques.*

*Par ailleurs, sur la question de l'esprit provincial, le règlement intègre des prescriptions architecturales et d'insertion paysagère afin de maintenir la caractère rural et l'identité de la commune (intégration des nouvelles constructions en harmonie avec l'existant) , évitant ainsi tout alignement sur des formes urbaines standardisées des périphéries urbaines.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Les orientations des collectivités en matière de développement des énergies renouvelables sont précisées dans le PADD du PLU.



### 3.5.7. Classement en AOC « Champagne »

- (M4 et Ob 6) Selon une carte publiée en 2010 par l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), l'aire géographique de AOC « Champagne » s'étend entre les vallées de la Vesle et de l'Aisne. Les terrains sont classés depuis la loi du 22 juillet 1927.

Des propriétaires fonciers ont déjà fait des démarches auprès du comité interprofessionnel du vin de champagne (CIVC) et de FranceAgriMer pour obtenir la carte d'exploitant viticole, le droit de planter sur des parcelles situées dans l'aire parcellaire de production de l'AOC « Champagne » et de vinifier leurs productions. Ils ne peuvent cependant pas commercialiser leurs productions (raisins ou vins) sous l'appellation champagne.

Le PLU ne peut-il pas aider à faire reconnaître le classement de toutes les parcelles et leurs productions en AOC « Champagne » ?

Mémoire en réponse de la CCVA :

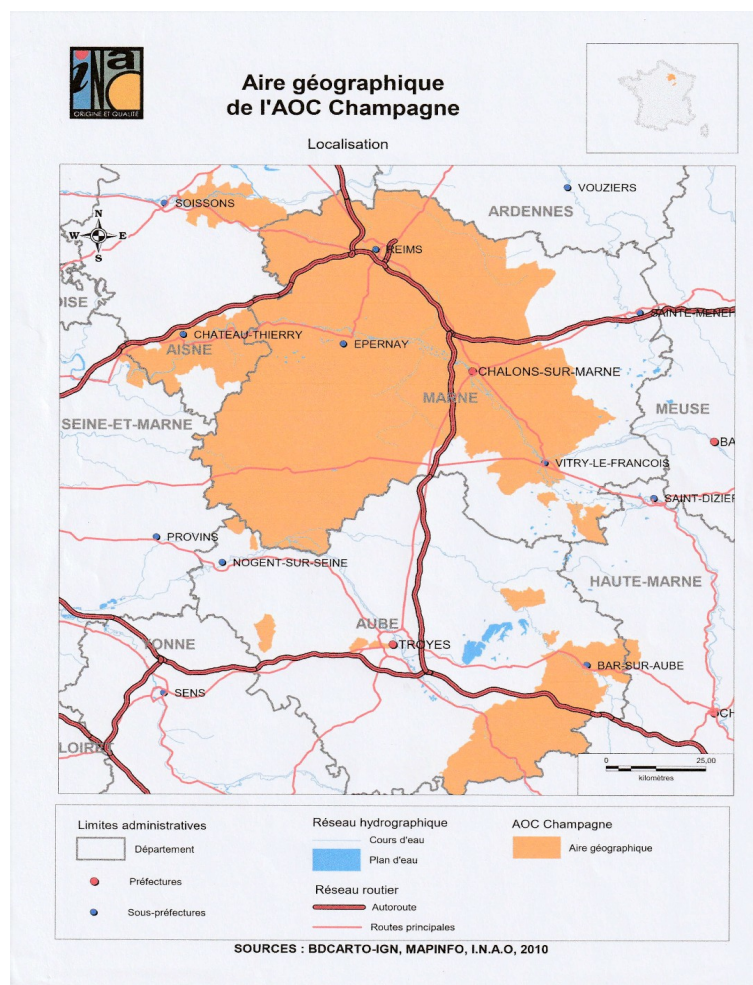
*Le classement de parcelles en AOC « Champagne » ne dépend pas de la procédure d'élaboration du PLU.*

*Les élus ont inscrit dans le PADD l'objectif de préserver les terres viticoles. Les terrains concernés sont protégés de l'urbanisation par leur classement en zone Av.*

*La carte de l'INAO pourra être annexée au rapport d'enquête.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Ce point ne relève pas en effet de la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Les Septvallons. La carte de l'INAO est reproduite ci- dessous.



À titre informatif, le Syndicat Général des Vignerons (SGV) et les services de l'INAO ont engagé depuis 2003 une réflexion d'ensemble relative à la délimitation de l'AOC « Champagne ». La délimitation s'inscrit dans une procédure nationale définie par l'INAO (Directive 1-2000). Elle est proposée par une commission d'enquête, composée de viticulteurs extérieurs à la région, et assistée par une commission d'experts indépendants nommée par l'INAO. Celle-ci a été mise en place en mars 2006 mais ses travaux ont été suspendus à la demande du Conseil d'administration du SGV du 27 février 2025.

- (Ob 7) Quelles peuvent être les conséquences du projet d'élevage de poules pondeuses de la société civile d'exploitation agricole (SCEA) Saint-Pierre sur les parcelles de la commune de Serval classées en AOC « Champagne » ? La proximité du parcours et des champs d'épandage des fientes peut-il avoir des conséquences sur le classement ?

Mémoire en réponse de la CCVA :

*Ce point ne relève pas du PLU des Septvallons.*

*A titre informatif, le projet d'élevage a fait l'objet au titre d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à enregistrement, d'une consultation du public, qui s'est déroulée du samedi 20 décembre 2025 au mardi 20 janvier 2026 inclus. Celle-ci était pilotée par la préfecture de l'Aisne.*

Commentaire du commissaire enquêteur :

Ce point ne relève pas en effet de la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Les Septvallons.

J'ai invité le requérant à poser sa question dans le registre de la consultation du public pour le projet d'élevage.

À titre indicatif, le fumier de poule issu de la fiente de poule est extrêmement riche en azote (N) : 29g/kg de fumier brut, mais aussi en phosphore (P) : 25g/kg, en potassium (K) : 20g/kg, ainsi qu'en magnésium et en calcium.

Dans l'annexe 17 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2019 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Hauts-de-France la dose plafond pour les vignes AOC « Champagne » est fixée à 60 kg/ha.

### 3.6 Conclusion du rapport

Le rapport ainsi établi et l'ensemble des éléments recueillis au cours de l'enquête (dossier d'enquête, investigations) me permettent de disposer d'informations suffisantes pour conclure et formuler mon avis sur le projet ;

Mes conclusions motivées et mon avis font l'objet d'un document séparé.



Tableau des évolutions principales suite aux avis des PPA et à l'enquête publique

	Arrêt de projet PLU (11/02/2025)	Projet PLU après prise en compte avis DDT02, autres PPA et public
<b>Taux de croissance 2020-2035</b>	<b>+1 %</b>	<b>+0,5 %</b>
<b>Population en 2035 (nombre d'habitants)</b>	<b>1389</b>	<b>1289</b>
Logements à produire pour maintien de la population	22	22
Logements à produire pour la croissance (2,55 h/log)	75	36
Logements construits depuis 2020	4	4
<b>Total logements à construire</b>	<b>93</b>	<b>54</b>
dont en renouvellement urbain (70 % selon SCoT du Val de l'Aisne)	61	45
dont en extension (30 % selon SCoT)	32	9
<b>Estimation des besoins fonciers en extension pour l'habitat en ha (20 log/ha selon SCoT)</b>	<b>1,6</b>	<b>0,45</b>
Zone artisanale de Merval	0,8	0,8
Projets à vocation touristique et de loisirs sur les étangs de Villers-en-Prayères	1,93	0,8
<b>Estimation des besoins fonciers en extension pour l'habitat et l'activité (ha)</b>	<b>4,33</b>	<b>2,05</b>
<b>Consommation d'ENAF inscrite dans le projet de PLU</b>		
Zone 1UAa	1,05	0,42
Zone 1UAe	0,8	0,8
STECAL en zone A (Villers-en-Prayères)	1,93	0,8
ER inscrits en zone A ou N	0,3	0,1
<b>Total consommation ENAF</b>	<b>4,08</b>	<b>2,12</b>

#### 4. ANNEXES

---

1. Décision de désignation des commissaires enquêteurs
2. Arrêté de mise à l'enquête publique du Président de la CCVA
3. Avis d'enquête publique
4. Certificats d'affichage
5. Attestation de parution des annonces légales
6. Modalités d'information du public du changement de date d'une des permanences
7. Procès-verbal de synthèse des observations
8. Mémoire en réponse de la CCVA

**Annexe 1 : décision n° E25000167/80, du 23 octobre 2025, de  
Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens de  
désignation des commissaires enquêteurs**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS

23 octobre 2025

N° E25000167 /80

La présidente du tribunal administratif

**E- Décision désignation commissaire**

Vu enregistrée le 16 octobre 2025, la lettre par laquelle le maire de la commune de les Septvallons demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- l'élaboration du PLU de la commune de les Septvallons ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2025 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : M. Olivier Cozeret, ingénieur principal en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : M. Philippe Delehaye, officier gendarmerie nationale en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 4** : La présente décision sera notifiée au maire de la commune de les Septvallons, à M. Olivier Cozeret et à M. Philippe Delehaye.

Fait à Amiens, le 23/10/2025

la présidente,



Florence DEMURGER

## Annexe 2 : arrêté N°25/254, du 19 novembre 2025, de Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne prescrivant l'enquête publique

**Communauté de Communes  
du Val de l'Aisne**  
20 ter rue du Bois Morin  
02370 Presles-et-Boves

### ARRETE N°25/254

prescrivant l'enquête publique relative à l'élaboration  
du plan local d'urbanisme de la commune des Septvallons

Le Président de la communauté de communes du Val de l'Aisne,  
Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.151-1 et suivants,  
Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.123-1 et suivants,  
Vu le décret n°85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,  
Vu l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,  
Vu la délibération du conseil municipal des Septvallons en date du 21 février 2022 ayant prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et fixée les modalités de concertation,  
Vu le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du projet de plan local d'urbanisme en date du 6 mai 2024,  
Vu la délibération en date du 19 juin 2025 du conseil communautaire de la communauté de communes du Val de l'Aisne arrêtant le projet de plan local d'urbanisme et tirant le bilan de la concertation,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Val de l'Aisne,  
Vu la délibération du conseil municipal des Septvallons du 10 juin 2024 autorisant la Communauté de communes du Val de l'Aisne d'achever la procédure d'élaboration plan local d'urbanisme,  
Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes du Val de l'Aisne en date du 20 juin 2024 décidant d'achever les procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme et des cartes communales engagées avant la date de transfert de compétence,  
Vu la décision n°E25000167/80 du 23 octobre 2025 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens désignant M. Olivier Cozeret, ingénieur principal en retraite, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Philippe Delehay, officier gendarmerie nationale en retraite, en qualité de commissaire enquêteur suppléant en cas d'empêchement du commissaire enquêteur titulaire,  
Vu les pièces du dossier,

### ARRETE

**Article 1** Afin de recueillir les observations, remarques et contre-propositions du public, il sera procédé à une enquête publique concernant l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune des Septvallons pour une durée de 33,5 jours, qui se déroulera du lundi 15 décembre 2025 (ouverture à 9 heures) au samedi 17 janvier 2026 (clôture à 12 heures) dans la commune des Septvallons.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après information du président de la Communauté de communes du Val de l'Aisne, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de 15 (quinze) jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.

Sa décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans la commune des Septvallons ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

**Article 2** L'autorité compétente responsable du PLU est la Communauté de communes du Val de l'Aisne. Les informations peuvent être demandées à la commune des Septvallons et au siège de la Communauté de communes du Val de l'Aisne.

Les principaux objectifs de l'élaboration du PLU sont les suivants :

- Prendre en compte l'échelle de la commune nouvelle des Septvallons ;
- Mettre en conformité le PLU avec les nouveaux textes réglementaires et le Schéma de cohérence territorial de la Communauté de communes du Val de l'Aisne ;
- Définir un projet commun à l'ensemble du territoire ;
- Répondre aux préoccupations environnementales ;
- Maintenir les équipements et les développer.

**Article 3** Monsieur Olivier COZERET, ingénieur principal en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire par Madame la Présidente du Tribunal administratif d'Amiens pour mener cette enquête publique.

- Article 4** Les pièces du dossier soumis à enquête publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés en mairie des Septvallons et au siège de la Communauté de communes du Val de l'Aisne pendant une durée de 33,5 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture :
- |                             |  |
|-----------------------------|--|
| Mairie des Septvallons      | Communauté de communes du Val de l'Aisne |
| Le mardi : de 14h45 à 16h45 | Du lundi au vendredi,                    |
| Le jeudi : de 16h00 à 18h00 | de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00      |
- De plus, les informations relatives à l'enquête et le dossier d'enquête publique pourront être consultés sur le site internet suivant : <https://urba.cc-valdeaisne.fr/>
- Le dossier comprenant les informations environnementales se rapportant au projet de PLU peut être consulté dans le document n°1.3 « Évaluation environnementale », annexé au dossier d'enquête publique.
- Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la commune des Septvallons et au siège de la Communauté de communes du Val de l'Aisne.
- Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête prévus à cet effet.
- Les observations pourront également être présentées pendant la période d'enquête :
- Par courrier postal adressé exclusivement à :  
Mairie des Septvallons  
A l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur  
8 rue du Chemin des Dames  
02160 Les Septvallons
  - Par voie électronique à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur sur l'adresse électronique : [plu-les-septvallons@googlegroups.com](mailto:plu-les-septvallons@googlegroups.com)
  - Par oral au commissaire enquêteur lors des permanences aux lieux, jours et heures fixés à l'article 5. Elles seront alors retranscrites par ses soins dans le registre d'enquête.
- Les observations et propositions du public doivent être consignées, reçues ou notifiées avant la clôture de l'enquête le samedi 17 janvier 2026 à 12h00.
- Toutes ces observations, ainsi que celles portées sur les registres durant l'enquête publique seront, dès leur réception, tenues à la disposition du public et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.
- Article 5** Le commissaire enquêteur recevra en mairie des Septvallons, 8 rue du Chemin des Dames, 02160 Les Septvallons, aux dates et heures suivantes :
- Lundi 15 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures (ouverture de l'enquête)
  - Samedi 20 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures
  - Mercredi 7 janvier 2026 de 14 heures à 17 heures
  - Samedi 17 janvier 2026 de 9 heures à 12 heures (clôture de l'enquête).
- Article 6** Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant l'ouverture de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Aisne.
- Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, la Communauté de communes du Val de l'Aisne et la mairie de des Septvallons procéderont à l'affichage de cet avis sur des panneaux extérieurs. L'accomplissement de cette formalité sera certifié par le Maire et le Président.
- L'avis sera également publié sur le site internet de la communauté de communes : <https://urba.cc-valdeaisne.fr/>
- Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique avant l'ouverture de cette dernière en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.
- Article 7** Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public, le commissaire enquêteur en fait la demande au responsable du projet. Cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.


- Article 8** Le commissaire enquêteur peut auditionner toute personne qui en fait la demande ou tout service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur dans son rapport.
- Article 9** S'il estime que la nature, l'importance du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur en informe le président de la communauté de communes du Val de l'Aisne et le maire de la commune des Septvallons ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.
- Le commissaire enquêteur définit en concertation avec le président de la Communauté de communes du Val de l'Aisne, le maire de la commune des Septvallons et le responsable du projet les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.
- À l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au Président de la Communauté de communes du Val de l'Aisne, au maire de la commune des Septvallons et au responsable du projet. Ce compte rendu ainsi que les observations éventuelles du responsable de projet sont annexés au rapport de fin d'enquête.
- Article 10** À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. En cas de pluralité des lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur et clos par lui. Ce dernier rencontre dans un délai de huit (8) jours la Communauté de communes du Val de l'Aisne et lui communique les observations écrites et orales, qui sont consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de 8 jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur des registres d'enquête et des documents annexés. Celle-ci disposera d'un délai de quinze (15) jours pour présenter ses observations éventuelles.
- Le commissaire enquêteur rendra son rapport, ses conclusions motivées et son avis dans un délai de trente (30) jours à compter de la clôture de l'enquête publique au Président de la Communauté de communes du Val de l'Aisne. Il en adressera copie au Président du Tribunal administratif d'Amiens et au Préfet de l'Aisne.
- Article 11** Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an en mairie des Septvallons et au siège de la Communauté de communes du Val de l'Aisne aux jours et heures habituels d'ouverture.
- Article 12** À l'issue de l'enquête publique, le projet de PLU des Septvallons éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques, des observations du public ou des conclusions du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Val de l'Aisne, après avis du conseil municipal de la commune des Septvallons.
- Article 5** Le présent arrêté sera adressé :
- Au Préfet de l'Aisne
  - Au Président du Tribunal Administratif d'Amiens
  - Au Commissaire enquêteur

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Fait à Presles et Boves, le 19/11/2025

Le Président, Thierry ROUTIER



Thierry ROUTIER

Thierry ROUTIER  
2025.11.24 09:23:38 +0100  
Ref:9877852-14889864-1-D  
Signature numérique  
le Président



## Annexe 3 : avis d'enquête publique

# AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

## sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Septvallons

Par arrêté du 24/11/2025, le Président de la communauté de communes du Val de l'Aisne a ordonné **l'ouverture de l'enquête publique sur le projet d'élaboration du PLU de la commune des Septvallons**, arrêté par délibération du conseil communautaire du 19 juin 2025. À cet effet, **Monsieur Olivier COZERET**, ingénieur principal en retraite, a été désigné par le Tribunal Administratif d'Amiens comme commissaire enquêteur pour mener cette enquête publique.

Les pièces du dossier et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public en mairie des Septvallons et au siège de la communauté de communes pendant la durée de l'enquête, du **lundi 15 décembre 2025 au samedi 17 janvier 2026** inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie. **L'enquête publique sera close le samedi 17 janvier 2026 à 12h00.**

Le dossier comprenant les informations environnementales se rapportant au projet de PLU est consultable en mairie des Septvallons et au siège de la communauté de communes. Le public pourra prendre connaissance du dossier à la mairie des Septvallons, au siège de la communauté de communes et sur le site Internet de la communauté de communes du Val de l'Aisne : <https://urba.cc-valdeaisne.fr/>

Il pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie des Septvallons ou par voie électronique à l'adresse mail suivante : [plu-les-septvallons@googlegroups.com](mailto:plu-les-septvallons@googlegroups.com). Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la commune.

**Le commissaire enquêteur sera présent en mairie pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :**

**lundi 15 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures** (ouverture de l'enquête) ;  
**samedi 20 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures** ;  
**mercredi 7 janvier 2026 de 14 heures à 17 heures** ;  
**samedi 17 janvier 2026 de 9 heures à 12 heures** (clôture de l'enquête).

A l'issue de l'enquête publique, une copie du rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public à la mairie des Septvallons et au siège de la communauté de communes aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site Internet de la communauté de communes. Au terme de l'enquête publique, le projet de PLU, éventuellement complété pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération de la communauté de communes après avis de la commune des Septvallons.

L'autorité compétente responsable du plan local d'urbanisme est la communauté de communes du Val de l'Aisne. Les informations peuvent être demandées à la commune des Septvallons et au siège de la communauté de communes.

**Le Président de la communauté de communes du Val de l'Aisne.**

**Annexe 4 : certificats d'affichage de l'avis d'enquête publique en  
mairie de Les Septvallons et au siège de la Communauté des  
Communes du Val de l'Aisne**

**PROCÈS-VERBAL D'AFFICHAGE**

Le Maire de la commune de LES SEPTVALLONS  
(Aisne)

certifie qu'il a affiché à la porte de la mairie, du 27  
novembre 2025 au 19 janvier 2026,

**l'avis d'enquête publique sur le projet d'élaboration  
du Plan Local d'Urbanisme**

**(PLU) de la commune de LES SEPTVALLONS,**  
conformément à l'arrêté du

24/11/2025 du Président de la communauté de communes  
du Val de l'Aisne par

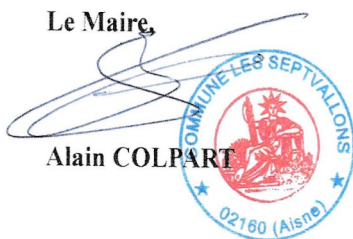
délibération du conseil communautaire du 19 juin 2025.

Fait à LES SEPTVALLONS, le 30

janvier 2026

Le Maire,

Alain COLPART



**ATTESTATION D’AFFICHAGE****Avis d’ouverture de l’enquête publique relative à  
l’élaboration du Plan Local d’Urbanisme de la commune de  
Les Septvallons**

Je soussigné, Monsieur Thierry ROUTIER, Président de la communauté de communes du Val  
de l’Aisne :

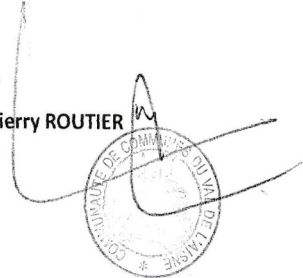
Certifie avoir fait afficher au siège de la communauté de communes du Val de l’Aisne :

- L’avis d’ouverture de l’enquête publique relative à l’élaboration du PLU de la  
commune de Les Septvallons

L’arrêté a été affiché du 24 novembre 2025 au 20 janvier 2026.

Le 26 janvier 2026

Le Président,  
Monsieur Thierry ROUTIER



## Annexe 5 : attestation de parution des annonces légales

### Attestation de parution

1/2

Commande n°11106133



est la marque commerciale de

#### GLOBAL EST MÉDIAS

6, rue Gutenberg  
CS 20001 - 51083 REIMS Cedex

SAS au capital de 122 875€

N° SIRET : 342 913 704 00330

Code NAF : 7312 Z

RCS Reims B- N° TVA : FR 58 342 913 704

**BANQUE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE - ETI**  
 IBAN : FR76 1027 8002 8100 0201 0170 112  
 BIC : CMCIFR2A

#### Date :

24/11/2025 16:19:28

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE  
L' AISNEMonsieur Cédric DUPONT  
20 TER RUE DU BOIS MORIN  
02370 PRESLES ET BOVES  
FRANCE

Contact commercial	
Stéphanie Spinelli	
Tél:	0 820 67 41 41
@:	serviceclientslegales@rosselconseil.fr

Client : 50128505

Référence de la commande :

Libellé commande: ENQUETE PUBLIQUE ELABORATION PLU COMMUNE DES  
SEPTVALLONS

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-dessous les éléments relatifs à votre attestation de parution d'annonce légale.

L'annonce qui suit est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage dans nos titres et supports :

Date de parution : 28/11/2025  
 Edition : L'Union - Aisne  
 Annonce n° 4901151 - 2002481842

Date de parution : 22/12/2025  
 Edition : L'Union - Aisne  
 Annonce n° 4901152 - 2002481842

Date de parution : 29/11/2025  
 Edition : L'Aisne Nouvelle - Toutes Editions  
 Annonce n° 4901168 - 2002481857

Date de parution : 22/12/2025  
 Edition : L'Aisne Nouvelle - Toutes Editions  
 Annonce n° 4901169 - 2002481857

Le directeur de publication



Attestation de parution

Commande n° 11106133

Date de parution 22/12/2025

2/2

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DU VAL DE L' AISNE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Septvallons

Par arrêté du 24 novembre 2025, une enquête publique sera ouverte sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Septvallons.

M. Olivier COZERET a été désigné par la Présidente du Tribunal Administratif comme commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie des Septvallons, du 15 décembre 2025 au 17 janvier 2026, pendant 33,5 jours consécutifs.

Le dossier et les pièces qui lui sont annexées seront déposés à la mairie des Septvallons et au siège de la communauté de communes du Val de l'Aisne, du 15 décembre 2025 au 17 janvier 2026, afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les observations éventuelles pourront être consignées au registre d'enquête déposé en mairie et au siège de la communauté de communes du Val de l'Aisne, ou adressées par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie des Septvallons.

Les observations pourront également être adressées par courrier électronique à l'adresse suivante : plu-les-septvallons@googlegroups.com ou via le registre dématérialisé disponible à l'adresse suivante : <https://urba.cc-valdeaisne.fr/>

Le commissaire enquêteur siègera en mairie le **lundi 15 décembre 2025 de 9h00 à 12h00** ; **samedi 20 décembre 2025 de 9h00 à 12h00** ; **mercredi 7 janvier 2026 de 14h00 à 17h00** ; **samedi 17 janvier 2026 de 9h00 à 12h00**.

A l'issue de l'enquête, le rapport du commissaire enquêteur sera tenu à la disposition du public à la mairie.

Global Est Médias - Reims - 4-6 rue Gutenbera 51100 REIMS FRANCE

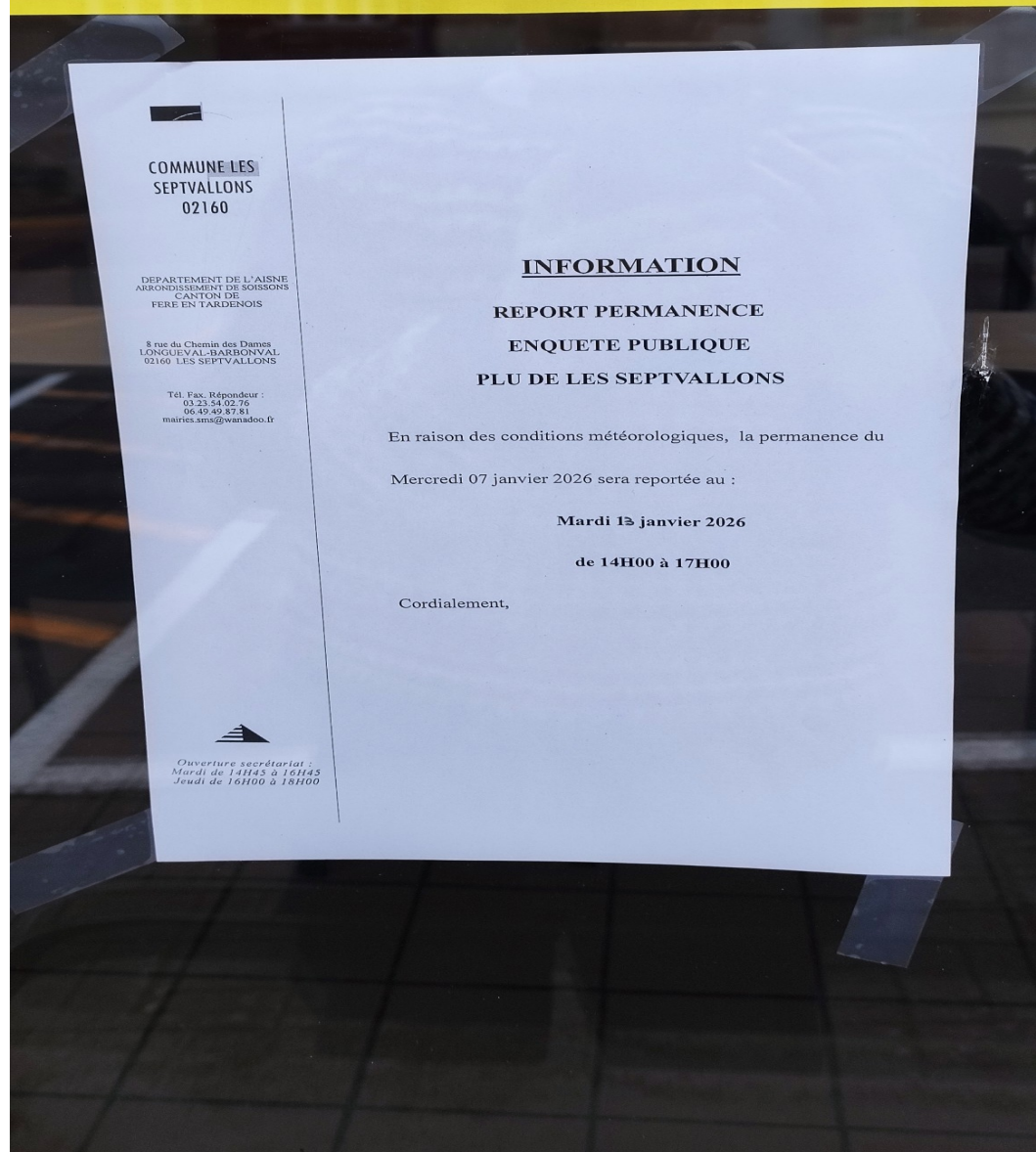
2/2

## Annexe 6 : modalités d'information du public du changement de date de l'une des permanences

publique, une copie du rapport et les conclusions...  
 es à la disposition du public à la mairie des Septvallons et au si...  
 munes aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le...  
 munes. Au terme de l'enquête publique, le projet de PLU, éventu...  
 compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du...  
 ire enquêteur, sera approuvé par délibération de la communauté...  
 mune des Septvallons.

te responsable du plan local d'urbanisme est la communauté de co...  
 nations peuvent être demandées à la commune des Septvallons et...  
 mmunes.

**Le Président de la communauté de communes d**



*Affichage en mairie de Les Septvallons (13/01/2026)*



09/01/2026 11:06

Enquête publique - élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Septvallons | Enquête publique | Portail ...


**VAL DE L'AISE**  
Communauté de communes

## Enquête publique – élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Septvallons

 Vous êtes ici : [Accueil](#) / [Enquête publique](#) / Enquête publique – élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Sept...

### Enquête publique sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Septvallons

 L'Enquête publique concernant l'élaboration du PLU des Septvallons est ouverte du **lundi 15 décembre 2025 (ouverture à 9h00) au samedi 17 janvier 2026 (clôture à 12h00)**.

**IMPORTANT : Compte tenu des conditions météorologiques, la permanence du commissaire enquêteur prévue le mercredi 7 janvier 2026 est reportée au mardi 13 janvier 2026, de 14H00 à 17H00, en mairie des Septvallons.**
[Accéder au registre dématérialisé \(consultation du dossier et dépôt des observations\)](#)

La communauté de communes du Val de l'Aisne engage une enquête publique portant sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Septvallons.

1 / 3

**A25-254 PLU LesSeptvallons** [Télécharger](#)

1 / 1

**Avis d'Enquête Publique** [Télécharger](#)

[A25-254 PLU LesSeptvallons](#)
[Télécharger](#)
[AvisOuvertureEnquetePublique](#)
[Télécharger](#)

Cette procédure permet à chacun de prendre connaissance du projet, d'en comprendre les enjeux d'aménagement et de formuler observations ou propositions.

 L'enquête est ouverte du **lundi 15 décembre 2025 (à 9h00) au samedi 17 janvier 2026 (à 12h00)**.

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun peut consulter l'ensemble des pièces du dossier et déposer ses observations en mairie des Septvallons ou au siège de la communauté de communes du Val de l'Aisne, aux horaires habituels d'ouverture.

 Il est également possible de [consulter le dossier et de déposer des observations directement sur le registre dématérialisé, accessible en ligne](#).

### Les orientations générales du PADD des Septvallons

<https://urba.cc-valdeaisne.fr/enquete-publique/plu-les-septvallons/>

1/2

## Annexe 7 : procès-verbal de synthèse des observations

E25000167/80

### PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

#### Établi en application de l'article R. 123-18, alinéa 2 du code de l'environnement

Ce PV de synthèse de huit (8) pages comprend le résumé des observations et propositions formulées dans le cadre de l'enquête publique relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune des Septvallons (02-Aisne). Celle-ci s'est déroulée du lundi 15 décembre 2025 au samedi 17 janvier 2026, douze heures (12H00), soit pendant une période de 33,5 jours consécutifs.

Cette enquête publique a été prescrite par l'arrêté de Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne n°25/254 en date du 19 novembre 2025.

Les permanences se sont tenues les lundi 15 décembre 2025, de 9 heures à 12 heures ; samedi 20 décembre 2025, de 9 heures à 12 heures ; mardi 13 janvier 2026, de 14 heures à 17 heures et samedi 17 janvier 2026, de 9 heures à 12 heures.

Les observations et propositions pouvaient m'être faites, par voie orale, lors de ces permanences ou consignées :

- par écrit sur des registres papiers déposés en mairie des Septvallons et au siège de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne, à Presles-et-Boves ;
- par courrier postal adressé à mon attention, à la mairie des Septvallons ;
- par mail, sur l'adresse électronique dédiée : [plus-les-septvallons@googlegroups.com](mailto:plus-les-septvallons@googlegroups.com)
- sur le registre numérique : <https://urba.cc-valdeaisne.fr>

Du lundi 15 décembre 2025, 9 heures, au samedi 17 janvier 2026, 12 heures, il y a eu sur ce dernier 290 consultations et 3 observations. Il faut cependant noter que l'une des observations y a été enregistrée, le 16 janvier 2026, à 2 reprises, à quelques secondes d'intervalle (16:04:01 et 16:04 : 49).

L'enquête s'est déroulée dans un climat serein et sans présenter de quelconque difficulté. Les conditions d'accueil du public étaient satisfaisantes.

La participation du public a été au final de 18 personnes ( 1,46% de la population communale).

Au total on recense quatre (4) observations écrites consignées sur le registre papier déposé à la mairie des Septvallons, quatre (4) par mails, trois (3) par courriers et deux (2) sur le registre numérique. Il n'y a eu aucune observation sur le registre papier déposé au siège de la Communauté des Communes du Val de l'Aisne. Les 7 observations orales, que j'ai retranscrites dans le registre, ont presque toutes été complétées ultérieurement par un écrit (lettre ou mail). 6 personnes se sont déplacées pour s'informer sur le projet.



## 1. OBSERVATIONS RECUEILLIES PENDANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Permanences	Noms	Observation registre (R)	Observation orale (Ob)	Mail (M)	Courrier (C)	Registre numérique (N)
1 <sup>ère</sup> permanence lundi 15 décembre 2025	Claude DELAHAUTEMAISON	0	0	0	0	0
	Blandine GRUNDELER	2	0	0	0	0
	Yves et France MENU	0	5	0	0	0
19/12 /2025 15:25	Sophie GUIDONI	0	0	1	0	0
2 <sup>ème</sup> permanence samedi 20 décembre 2025	Clément MAUFENE- GAMBIER et Vincent LAMBERT	0	2	0	0	0
	Véronique POTTEL	0	0	0	0	0
3 <sup>ème</sup> permanence mardi 13 janvier 2026	M. LEBOUQC	0	0	0	0	0
14/01/2026 08:59	Jean-Michel PAYMAL	0	0	1	0	0
14 janvier 2026 08:51:40	Jean-Michel PAYMAL	0	0	0	0	1
16 janvier 2026 16:04:01	Jean-Pierre STEMPEL	0	0	0	0	1
16/01/2026 19:18	Clément MAUFENE- GAMBIER	0	0	1	0	0
16/01/2026 20:07	Antoine HACARD	0	0	1	0	0
4 <sup>ème</sup> permanence samedi 17 janvier 2026	Marc DELGADO	1	0	0	0	0
	Mme JOURDAN	0	0	0	0	0
	Jean MANSUELLE	0	0	0	0	0
	Jacky BAUQUAIRE	1	0	0	0	0
	Yves et France MENU	0	0	0	2	0

E25000167/80

	Annie BECRET	0	0	0	0	0
	Michel HUET	0	0	0	1	0
TOTAL	18 personnes	4	7	4	3	2

### 1.1. Observations écrites

- **Modification du règlement du PLU zones U et A pour y autoriser les abris à chevaux (R1)** - Mme Blandine GRUNDELER – Maire Déléguée de Villers-en-Prayères
  - « *Autorisation dans la zone U des abris à chevaux et des constructions nécessaires au stockage des fourrages, dans la limite d'une emprise maximale de 90 m<sup>2</sup> par unité foncière, à condition qu'ils ne portent pas atteinte à l'activité agricole ni à la qualité paysagère du lieu* »
  - « *Autorisation dans la zone A, sauf Aa (périmètre de captage) et Av (vignes), des abris à chevaux, même si il n'y a aucun lien avec les activités agricoles* ».
- **Diminution de la superficie de la STECAL pour le loisir de l'étang de la Cère (R2)** - Mme Blandine GRUNDELER – Maire déléguée de Villers-en-Prayères
  - Les 2 secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) inscrites sur la commune de Villers-en-Prayères répondent à l'objectif de développement du tourisme vert de court séjour inscrit dans le projet d'aménagement et développement durable (PADD) du PLU. « *La consommation foncière n'est pas de même nature que celle de projets immobiliers.* » Même si on peut s'étonner que : « *l'avis favorable à l'unanimité de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) n'ait pas été repris à l'identique dans l'avis de l'État sur le projet de PLU* », la surface d'emprise de la STECAL sur l'étang de la Cère pourrait être diminuée.
- **Modifications de zonages**
  - (R3) - M. Marc DELGADO – Villers-en-Prayères  
 Déclassement total ou partiel de la parcelle n°231, rue du Vieux Moulin à Villers-en-Prayère, cadastrée commune des Septvallons : feuille 811 A 04, de la zone Nj (secteur naturel de fonds de jardin) et reclassement en zone UA (urbaine à vocation d'habitat), afin : « *de pouvoir y réaliser une petite construction.* »
  - (R4) - M. Jacky BAUQUAIRE – Longueval  
 Déclassement de la parcelle, ruelle Morand à Longueval, cadastrée commune des Septvallons : ZE 163, de la zone Nzh (secteur à dominante humide) et reclassement en zone Uazh (secteur urbain à vocation d'habitat à dominante humide) afin d'y réaliser plusieurs maisons : « *en prenant des précautions pour lutter contre les remontées d'humidité* », « *le terrain étant desservi par des voies et des réseaux sur 2 côtés.* »
  - (C1 et Ob2) – M. Yves MENU – Vauxcéré  
 Élargissement de la zone UA (urbaine à vocation d'habitat) autour de la maison située 1, rue de l'église à Vauxcéré, sur la parcelle cadastrée commune des Septvallons : B 357. Celui-ci serait de : « *16 mètres vers l'église et la ferme et de 9 mètres vers la rue du Château* », afin de pouvoir construire une extension de cette maison dans une zone non humide.

- **Modifications de prescriptions**

- o (C1 et Ob1) – M. Yves MENU – Vauxcéré

Classification en bâtiments agricole pouvant faire l'objet d'un changement de destination de sa ferme 3, rue de l'Église à Vauxcéré afin de permettre leurs évolutions et garantir ainsi leur entretien et leur pérennité.

- o (M3) – M. Antoine HACARD – Glennes

Suppression des emplacements réservés (ER) 8 et 9 inscrits pour la création d'accès piétonnier, sur les parcelles du lieu dit la Cour de la Cense, à Glennes, cadastrées commune des Septvallons : AB 339, 340, 342 et 319. « *Compte tenu du reclassement de ces parcelles en jardins et terres agricoles la création de ces 2 chemins piétonniers n'a aucun intérêt pour la population.* » Par ailleurs : « *l'aménagement du chemin ER8 poserait un problème de sécurité du fait du risque d'effondrement du talus situé en contre-bas des parcelles AB 319 et 339.* »

- **Précisions sur le règlement**

- o (C1) – M. Yves MENU – Vauxcéré

« *Des dérogations sont possibles quant à la hauteur des constructions. Selon quelle nature de construction et dans quelles limites de hauteur ?* »

- o (M1) – Mme Sophie GUIDONI – chargée de mission urbanisme SIGEO-RTE

« *Intégration dans le règlement des dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité* » : telles qu'elles ont été précisées dans l'avis de Réseau de transport d'électricité (RTE) adressé le 13 août 2025 à la direction départemental des territoires (DDT) de l'Aisne dans le cadre de la consultation des services sur le projet de PLU arrêté.

- **Précision sur les documents graphiques**

- o (C1) – M. Yves MENU – Vauxcéré

« *Vauxcéré est reconnue pour comporter au creux de sa falaise calcaire des creutes ou grottes. Il serait important de les mentionner et par ailleurs, n'existe-t'il pas un recensement avec cartographie obligatoire de celles-ci via le PLU ?* »

Observation du commissaire enquêteur :

Les observations, propositions et demandes de précisions, qui précèdent, concernent directement le projet de PLU, qui fait l'objet de l'enquête publique. Il appartient donc à la Communauté de communes du Val de l'Aisne et à son prestataire, le cabinet VERDI Conseil domicilié au 80, rue de Marcq à WASQUEHAL (59441) d'apporter sur chaque point des réponses.

- **Impacts du parc éolien de Perles :**

- o (M2 et N1) – Jean-Michel PAYMAL, (C1) – Yves MENU, (C2 et Ob5) – France MENU, (C3 et Ob3,4,5) – Michel HUET – Maire délégué de Vauxcéré, (C1)



E25000167/80

Ces impacts touchent les habitants depuis plusieurs années : effets stroboscopiques, nuisances sonores, interférences sur le signal télévisuel.

*« La préservation de la biodiversité a conduit à ce qu'un arrêté préfectoral a été pris pour faire arrêter dans certaines conditions les éoliennes[...] suite à des mortalités importantes de chauves souris. »*

Enfin le parc construit sur une ligne de crête est en covisibilité directe avec les villages de Vauxcéré et Blanzly-les-Fismes ou des sites paysagers remarquables comme le Chemin des Dames, le Mont Notre Dame ou la Croix de la Motte répertoriés dans l'inventaire des paysages de l'Aisne ou l'évaluation environnementale du PLU ;

- **Inquiétudes exprimées sur le renouvellement du parc éolien de Perles**

- o (M2 et N1) – Jean-Michel PAYMAL, (N2) - Jean-Pierre STEMPEL, (C1) – Yves MENU, (C2 et Ob5) – France MENU, (C3 et Ob5) – Michel HUET – Maire délégué de Vauxcéré, (C1)

L'hypothèse que les éoliennes du parc de Perles soient remplacées, un jour, par des modèles plus importants est récusée du fait des impacts soulignés ci-dessus, qui s'en trouveraient alors décuplés.

M. et Mme MENU soulignent cependant 2 évolutions récentes de la réglementation, qui limiteraient localement la possibilité du « repowering » :

*« La synthèse des enjeux paysagers et du patrimoine historique du SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) montre que la commune des Septvallons est en zone non potentiellement favorable à l'éolien. »*

*Dans le projet de règlement du PLU en zone Ae (secteur agricole concerné par le parc éolien) il est précisé (p.83) que : « les installations de production d'énergie renouvelable sont autorisées à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la qualité architecturale, urbaine et paysagère et à la mise en valeur du patrimoine. »*

- **Défiance vis à vis de la méthanisation et des centrales photovoltaïques**

- o (N2) – Jean-Pierre STEMPEL

La méthanisation est un complément de revenus pour les agriculteurs mais présente une menace de pollution des sols et émet des gaz à effet de serre.

Si on peut accepter des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments publics (mairies, écoles,...) on ne peut souscrire aux « champs de panneaux » du fait du risque de déforestation et de leurs fabrications en dehors de l'Europe.

Observation du commissaire enquêteur :

Les observations, qui précèdent, ne concernent pas directement le projet de PLU, qui fait l'objet de l'enquête publique. Des précisions pourront néanmoins être apportées sur les orientations des collectivités en matière de développement des énergies renouvelables et sur le cadre réglementaire qui s'applique au renouvellement des parcs éoliens en application de l'article L181-14 du code de l'Environnement.

## 1.2. Observations orales

### - Classement en AOC « Champagne » des terres viticoles des Septvallons

- o (Ob 6, M4) MM Clément MAUFRESNE-GAMBIER et Vincent LAMBERT

Selon une carte publiée en 2010 par l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO), l'aire géographique de l'appellation d'origine contrôlée (AOC) « Champagne » s'étend entre les vallées de la Vesle et de l'Aisne. Les terrains sont classés depuis 1927. Pour les Septvallons, les communes concernées sont celles de Merval et de Révillons.

Des propriétaires fonciers ont déjà fait des démarches auprès du comité interprofessionnel du vin de champagne (CIVC) et de FranceAgriMer pour obtenir la carte d'exploitant viticole, le droit de planter sur des parcelles situées dans l'aire parcellaire de production de l'AOC « Champagne » et de vinifier leurs productions. Ils ne peuvent cependant pas commercialiser leurs productions (raisins ou vins) sous l'appellation champagne.

Le PLU ne peut-il pas aider à faire reconnaître le classement de toutes les parcelles et leurs productions en AOC « Champagne » ?

- o (Ob7) MM Clément MAUFRESNE-GAMBIER et Vincent LAMBERT

Quelles peuvent être les conséquences du projet d'élevage de poules pondeuses de la société civile d'exploitation agricole (SCEA) Saint-Pierre sur les parcelles de la commune de Serval classées en AOC « Champagne » ? La proximité du parcours et des champs d'épandage des fientes peut-il avoir des conséquences sur ce classement ?



#### Observation du commissaire enquêteur :

Le classement de parcelles en AOC « Champagne » ne dépend pas de la procédure d'élaboration du PLU. Les élus ont inscrits dans le PADD l'objectif de préserver les terres viticoles. Les terrains concernés sont protégés de l'urbanisation par leur classement en zone Av (secteur agricole concerné par les vignes). La carte de l'INAO sera néanmoins annexée au rapport d'enquête. Le projet d'élevage a fait l'objet au titre d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à enregistrement, d'une consultation du public, qui s'est déroulée du samedi 20 décembre 2025 au mardi 20 janvier 2026 inclus. Celle-ci était pilotée par la préfecture de l'Aisne.

## 2. OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

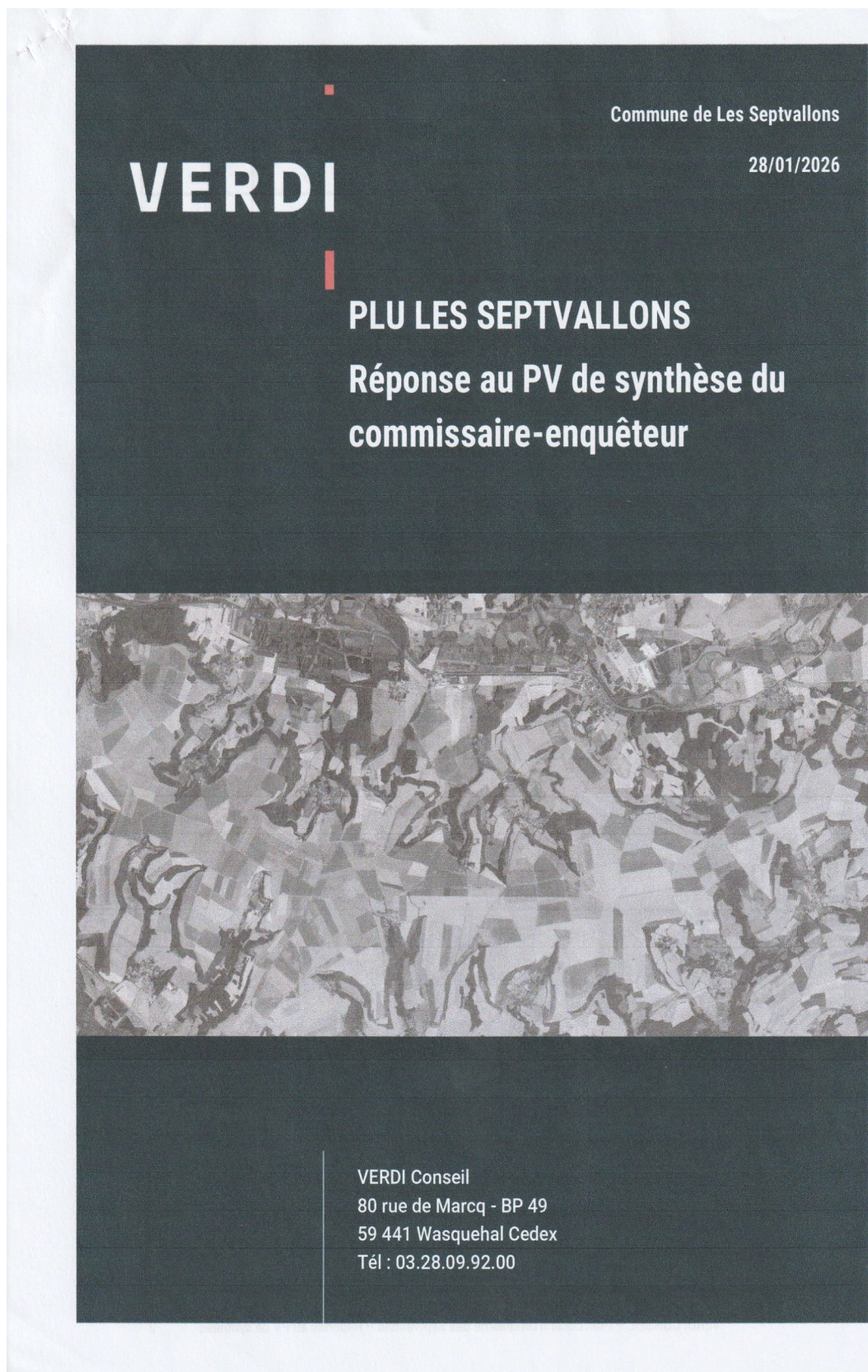
Le dossier d'enquête publique rédigé par le cabinet VERDI Conseil permet d'appréhender aisément les objectifs du projet et de mesurer les différents enjeux tant en terme économique que d'environnement. Les réponses apportées à ces derniers complétées par celles qui seront données aux observations et propositions du public synthétisées dans ce procès-verbal me semblent suffisantes pour formuler mon avis.

E25000167/80

Fait à Les Septvallons en double exemplaire, Le vendredi 23 janvier 2026	
Le commissaire enquêteur Olivier COZERET	Le responsable du pôle urbanisme et aménagement de la Communauté des Communes du Val de l'Aisne Cédric DUPONT
	



## Annexe 8 : mémoire en réponse de la CCVA



Indice de révision	Date	Commentaires	Rédigé par.	Vérifié par.
1	Janv 26	Version 1	BV	JD

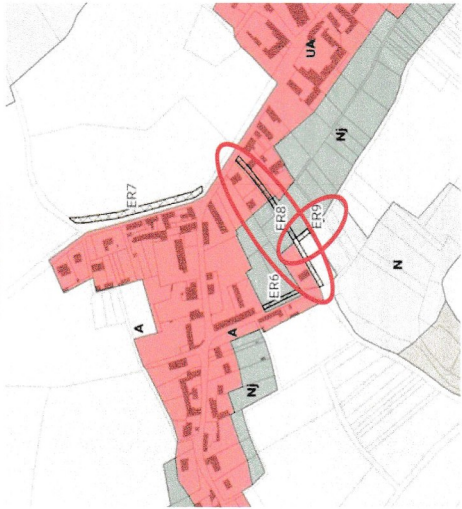


IDENTITE	REMARQUES	REPOSE DE LA COLLECTIVITE
<p>1</p> <p>Mme Blandine Grundeler</p>	<p>Demande de modification du règlement, pour autoriser en zone U des abris à chevaux et des constructions nécessaires au stockage des fourrages, dans la limite d'une emprise maximale de 90 m² par unité foncière, à condition qu'ils ne portent pas atteinte à l'activité agricole ni à la qualité paysagère.</p>	<p>La zone U du PLU est principalement destinée à l'habitat, aux équipements collectifs et aux activités compatibles avec le tissu urbain. Les abris à chevaux et les constructions de stockage agricole sont en général réservés aux zones agricoles (zone A) ou naturelles (zone N) afin de préserver la vocation résidentielle de la zone urbaine et d'assurer une bonne intégration urbaine. Par ailleurs, une réponse à une question écrite publiée au JO de l'Assemblée nationale confirme que les zones U n'ont pas vocation à accueillir des abris à chevaux (QE n°5500, 25/09/2012).</p> <p>Ainsi, un ajout spécifique pour permettre ce type de constructions en zone U pourrait introduire un risque de dévoiement de la vocation urbaine de ces secteurs et entrer en contradiction avec l'équilibre fixé par le projet d'aménagement. Cette proposition ne peut donc pas être retenue en l'état.</p> <p>La zone A du PLU est dédiée prioritairement à l'activité agricole, dans le but de préserver la viabilité et la pérennité des exploitations. Les constructions autorisées en zone A doivent ainsi répondre à un besoin en lien direct avec l'exploitation agricole.</p> <p>Par ailleurs, une réponse à une question écrite publiée au JO de l'Assemblée nationale montre qu'un particulier ne peut obtenir une autorisation d'urbanisme lui permettant la construction d'abris à chevaux dans une zone classée A d'un PLU s'ils ne sont pas considérés comme des constructions nécessaires à un exploitation agricole, en distinguant bien l'activité équestre agricole et l'activité équestre privée (QE n°7029, 7029).</p> <p>Ainsi, l'ouverture généralisée à des abris à chevaux sans relation avec une activité agricole créerait un risque de multiplication de constructions non agricoles, remettant en cause l'objectif de préservation de la vocation agricole des terres.</p> <p>Cette demande ne peut donc pas être retenue.</p>



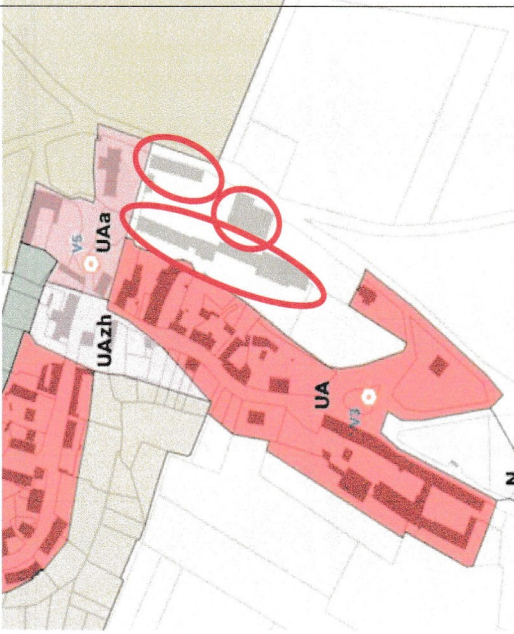
1	Mme Blandine Grundeler	<p>STECAL sur Villers-en-Prayères (étang de la Cère) :</p> <p>Elle estime que la consommation foncière n'est pas de même nature que celle des projets immobiliers (du fait de la nature des constructions). Ces secteurs répondent à l'objectif de développement du tourisme vert de court séjour inscrit dans le PADD.</p>	<p>Toute consommation d'espace, qu'elle soit liée à des projets résidentiels ou d'hébergement touristique, doit demeurer raisonnée au regard de la maîtrise de l'artificialisation des sols imposée par la législation (loi Climat et Résilience). Le classement en STECAL ne doit donc concerner que des secteurs justifiés et maîtrisés, à faible impact, et assortis de prescriptions permettant de garantir l'intégration paysagère et la limitation de l'emprise au sol.</p> <p>Ainsi, comme précisé dans le bilan des avis des Personnes Publiques Associées et suite aux observations de la DDT, la surface sera fortement réduite sur le projet d'écodolges, témoignant de la volonté de la commune à répondre aux enjeux de sobriété foncière et à protéger les milieux naturels. L'objectif est bien de s'inscrire dans la compatibilité avec le SRADDET (2 ha au total de consommation foncière).</p>
2	Jean-Michel Paymal (Vauxcéré)	<p>Il s'interroge car dans la partie environnementale, il est précisé que dans le cas d'énergies renouvelables, il y a possibilité de déroger aux règles de gabarit et d'implantation. Ainsi, les éoliennes actuelles pourraient être remplacées par des modèles bien plus imposants, générant plus d'inconvénients (pollution visuelle, bruit, effets stroboscopiques...).</p> <p>Il souhaite interdire les projets éoliens, au vu des inconvénients que les éoliennes apportent.</p> <p>Il estime que la méthanisation présente une menace pour la pollution des sols et la pollution de l'air (émissions de gaz à effet de serre).</p> <p>Il propose que les panneaux photovoltaïques soient acceptés uniquement sur les bâtiments publics (mairies, écoles...). Il ne souhaite pas voir de champs de panneaux PV sur la commune.</p> <p>Enfin, il souhaite que le PLU garde un esprit provincial, et ne copie pas les faubourgs des grandes agglomérations.</p>	<p>Il est précisé que seule la réglementation inscrite dans le règlement du PLU s'impose juridiquement. Or, le règlement du PLU spécifie que la dérogation pour les énergies renouvelables ne concerne pas les règles de gabarit et d'implantation, mais bien uniquement les règles d'insertion architecturale, urbaine et paysagère (façades, toitures, clôtures).</p> <p>Une correction sera apportée dans l'évaluation environnementale du PLU pour clarifier ce point et éviter toute ambiguïté.</p>
3	Jean-Pierre Stempel		<p>Le PLU fixe le cadre réglementaire d'occupation et d'utilisation des sols, en s'appuyant sur la législation nationale et les politiques énergétiques en vigueur, concernant l'éolien, la méthanisation et les panneaux photovoltaïques.</p> <p>Par ailleurs, sur la question de l'esprit provincial, le règlement intègre des prescriptions architecturales et d'insertion paysagère afin de maintenir le caractère rural et l'identité de la commune (intégration des nouvelles constructions en harmonie avec l'existant), évitant ainsi tout alignement sur des formes urbaines standardisées des périphéries urbaines.</p>

4	<b>Clément Maufene- Gambier</b>	<p>Il précise que sa parcelle (située sur la commune de Serval) est située dans l'aire de production de l'AOC Champagne. (Il souhaite rester anonyme).</p> <p>Il demande les conséquences qui peuvent être induites du projet d'élevage du poules pondeuses de la SCEA Saint-Pierre sur les parcelles de la commune de Serval classées en AOC Champagne.</p>	<p>Le classement de parcelles en AOC Champagne ne dépend pas de la procédure d'élaboration du PLU.</p> <p>Les élus ont inscrit dans le PADD l'objectif de préserver les terres viticoles. Les terrains concernés sont protégés de l'urbanisation par leur classement en zone Av (secteur agricole concerné par les vignes). La carte de l'INAO pourra être annexée au rapport d'enquête.</p> <p>Ce point ne relève pas du PLU des Septvallons.</p> <p>A titre informatif, le projet d'élevage a fait l'objet au titre d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à enregistrement, d'une consultation du public, qui s'est déroulée du samedi 20 décembre 2025 au mardi 20 janvier 2026 inclus. Celle-ci était pilotée par la préfecture de l'Aisne.</p>
---	---	--	---

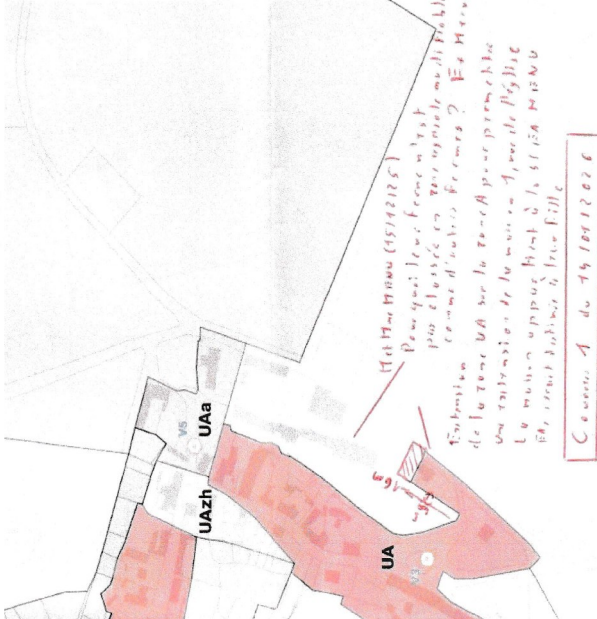
5	<p><b>Antoine Hacad</b> (Glennes)</p>	<p>Il souhaite la suppression de l'ER8 et de l'ER9 (parcelles AB339, 340, 342 et 319), compte tenu du reclassement de ces parcelles en jardin et terres agricoles et du fait que ces accès piétonniers ne présenteraient aucun intérêt pour la population.</p> <p>Aussi, il précise que le projet de chemin (ER8) poserait un problème de sécurité, compte-tenu du possible effondrement du talus situé en contrebas des parcelles AB339 et 319.</p>	 <table data-bbox="1115 990 1168 1449"><tr><td>ER8</td><td>ER création accès piétonnier - Glennes</td></tr><tr><td>ER9</td><td>ER création accès piétonnier - Glennes</td></tr></table>	ER8	ER création accès piétonnier - Glennes	ER9	ER création accès piétonnier - Glennes	<p>La collectivité a pris en compte les arguments avancés concernant la suppression des emplacements réservés ER8 et ER9 (reclassement des parcelles en espaces agricoles et de jardins, le faible intérêt des accès piétonniers concernés, risque de sécurité résultant du talus présent sur les parcelles AB339 et 319).</p> <p>La demande est donc acceptée : les emplacements ER8 et ER9 seront supprimés pour le dossier d'approbation du PLU, conformément à la volonté de la commune et dans le respect des considérations techniques et d'usage exposées</p>
ER8	ER création accès piétonnier - Glennes							
ER9	ER création accès piétonnier - Glennes							

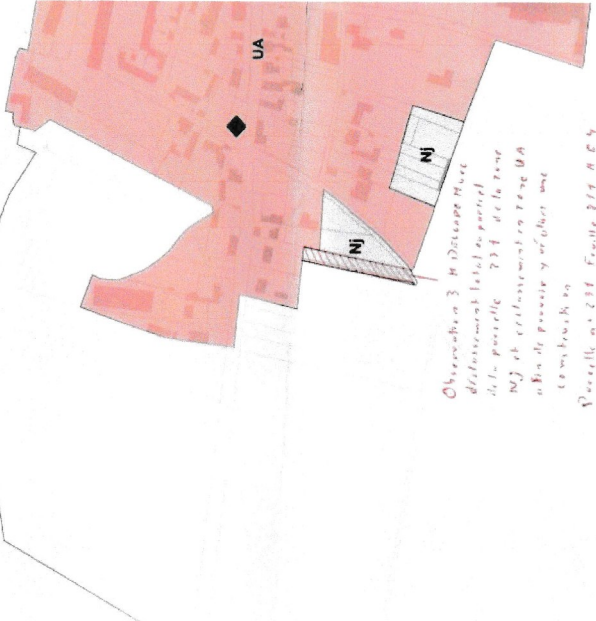
6	M. et Mme Menu (Vauxcéré)	<p>Il existerait des dérogations possibles quant à la hauteur des constructions. Selon quelle nature de construction ? Et dans quelles limites de hauteur ?</p>	<p>Aucune dérogation générale n'est prévue ; ces cas sont précisés dans le règlement écrit.</p> <p>A ce titre, la collectivité invite le pétitionnaire à consulter le règlement dans la partie « hauteur maximale des constructions » pour pouvoir prendre connaissance de ces dérogations adaptées selon les différentes zones du dispositif réglementaire.</p> <p>Plus précisément, le règlement est rédigé ainsi :</p> <p>« Des implantations différentes de celles prévues au sein des règlements de zones peuvent être admises dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour la réfection, l'adaptation ou le changement de destination des constructions ou installations existantes dont la hauteur excède celle autorisée dans la zone. Dans ce cas, la hauteur maximale se limite à la hauteur d'origine des constructions.</li> <li>- Pour les extensions de constructions ou d'installations existantes dont la hauteur excède celle autorisée dans la zone. Dans ce cas, la hauteur maximale se limite à celle de la construction ou de l'installation à laquelle l'extension se rattache.</li> <li>- Pour la reconstruction à l'identique en cas de sinistre.</li> <li>- Pour les constructions et installations nécessaires aux équipements publics et/ou d'intérêt collectif. »</li> </ul>	<p>Sans objet.</p>	<p>Le PLU s'attache à préserver les paysages remarquables, notamment ceux identifiés dans les documents supra-communaux comme le SCoT.</p> <p>Ces éléments pourront être précisées dans le rapport de présentation du PLU.</p>
---	---------------------------------	---	---	--------------------	--



			<p>Grottes : N'existe-t-il pas un recensement avec cartographie obligatoire de celles-ci dans le PLU ?</p>	<p>Le PLU n'a pas vocation à faire une étude pour recenser ces grottes, mais si une étude existe (ce qui n'est pas le cas), elle peut être intégrée dans le diagnostic du PLU.</p>
<p>M. et Mme Menu (Vauxcéré)</p>	<p>6</p>	<p>Agriculture : M. Menu souhaite voir son corps de ferme (situé au 3 rue de l'église à Vauxcéré) identifié comme pouvant changer de destination (bâtiments encadrés en rouge sur le plan suivant, situés à proximité de l'église classée. Ce sont des bâtiments de caractère rescapés des deux guerres).</p>		<p>L'ensemble des bâtiments de la ferme présentant un intérêt architectural ou patrimonial (rescapé des deux guerres) et situés à proximité de l'église classée, seront identifiés comme pouvant changer de destination, dans le respect des prescriptions architecturales, patrimoniales et de protection du site. Une fiche sera ajoutée en conséquence dans le document « Justifications du PLU ».</p>



6	<p>M. et Mme Menu (Vauxcéré)</p>
<div data-bbox="421 862 542 1478"><p>Extension zone UA : M. Menu demande que, au niveau de la maison située 1 rue de l'église, la zone urbaine soit prolongée de 16 mètres vers l'église et la ferme, et de 9 mètres sur la parcelle B 375 vers la rue du château, pour permettre une extension de la construction existante dans une zone non humide.</p></div> <div data-bbox="542 862 1141 1478"></div> <div data-bbox="710 286 906 824"><p>Le zonage sera modifié en ce sens : l'extension de la zone UA sera limitée à la partie nord et ouest de la parcelle concernée, comme demandé par le pétitionnaire, afin de permettre une évolution maîtrisée de la construction existante (la partie sud présentant un caractère humide et donc non constructible). Cette adaptation permet de répondre au besoin d'évolution résidentielle tout en garantissant la protection des milieux humides, en cohérence avec les objectifs du PLU et du PADD.</p></div>	

<div data-bbox="729 1520 831 1619">M. Marc Delgado (Villers-en-Prayères)</div> <div data-bbox="770 1666 786 1682">7</div>	<div data-bbox="419 869 491 1460">Il demande le déclassement total ou partiel de la parcelle 231 de la zone Nj et son reclassement en zone UA, afin de pouvoir y faire une petite construction.</div> <div data-bbox="507 855 1104 1473"></div>	<div data-bbox="686 271 879 826"><p>Le classement actuel de la parcelle 231 en zone Nj vise à préserver les espaces naturels et à limiter l'ouverture à l'urbanisation sur des secteurs sensibles.</p><p>La parcelle est située en dehors de la trame urbaine.</p><p>La demande de reclassement en zone urbaine ne peut donc être retenue car elle ne permet pas de garantir la préservation des espaces naturels et agricoles du territoire (consommation foncière supplémentaire si le site était retenu).</p></div>
---	--	--

<div data-bbox="743 1675 756 1691">8</div> <div data-bbox="718 1523 788 1630">M. Jacky Beauquaïre (Longueval)</div>	<div data-bbox="430 853 499 1480"><p>Il demande le déclassement de la parcelle ZE 163 de la zone Nzh et un reclassement en UAzh, afin d'y réaliser plusieurs maisons, étant donné que la parcelle est desservie des deux côtés par la voirie et les réseaux.</p></div> <div data-bbox="499 842 1082 1494"></div>	<p>Le classement actuel de la parcelle ZE 163 en zone Nzh vise à préserver les milieux humides, qui présentent un fort enjeu écologique et fonctionnel, notamment les zones à dominante humide identifiées dans le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) : ces espaces jouent un rôle essentiel dans la gestion des eaux, la biodiversité et la prévention des risques naturels. Aussi, le SDAGE demande une préservation des zones à dominante humide.</p> <p>La desserte par la voirie et les réseaux ne constitue pas à elle seule un critère suffisant pour autoriser l'urbanisation de tels secteurs.</p> <p>La demande ne peut donc être retenue, dans un souci de préservation des zones humides et en cohérence avec les objectifs du PADD et la réglementation environnementale.</p> <p>De plus, le maintien d'un tel secteur en zone UA serait comptabilisé par les services de l'Etat comme de la consommation foncière supplémentaire.</p>
---	--	--

9	Mme Sophie Guidonu (RTE)	<p>Demande d'intégration dans le règlement des dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité, tels qu'elles ont été précisées dans l'avis de RTE adressé le 13 août 2025 dans le cadre de la consultation des PPA sur le projet de PLU arrêté.</p>	<p>Comme précisé dans le bilan de la consultation des PPA, afin de garantir la sécurité juridique et la clarté du document, l'ensemble des observations formulées par RTE seront reprises dans un paragraphe spécifique dans le règlement.</p> <p>Ces précisions permettront d'assurer la prise en compte de la réglementation applicable aux ouvrages et réseaux, tant en ce qui concerne le statut d'équipement d'intérêt collectif que les modalités d'implantation, de hauteur, ou de gestion des servitudes et travaux annexes.</p>
---	--------------------------	---	--

## 5. PIÈCES JOINTES

---

Registres d'enquête publique

Fait à Laon, le 12 février 2026  
Le commissaire enquêteur

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'O Cozeret', with a circular stamp or mark to the left.

Olivier COZERET